

Biden s'attaque scandaleusement à la lutte non violente mondiale pour la justice, l'égalité et la liberté des Palestiniens

Par [Comité National Palestinien pour le boycott d'Israël \(BNC\) / États-Unis](#), 20 mai 2020

*La suppression de l'aide militaire des États-Unis à Israël tient une place centrale dans le programme progressiste de **#HealthcareNotWarfare** (Des soins au lieu des armes) et pour la justice sociale, raciale, climatique et de genre.*

Joe Biden rejette “fermement” le mouvement BDS, s'attaquant scandaleusement à la lutte non violente mondiale pour la justice, l'égalité et la liberté des Palestiniens. La suppression de l'aide militaire des États-Unis à Israël tient une place centrale dans le programme progressiste de [#HealthcareNotWarfare](#) (Des soins au lieu des armes) et pour la justice sociale, raciale, climatique et de genre.

En rejetant le BDS, Joe Biden **reprend à son compte la complicité des États-Unis** avec le système **d'occupation, de colonialisme et d'apartheid** pratiqué depuis des décennies par Israël, et soutient une politique consistant à nous priver, nous les Palestiniens, de **nos droits humains fondamentaux**.

À l'heure où Israël agite la menace **d'une annexion de jure**, Biden fait la promotion du financement militaire d'Israël par

les États-Unis en assurant qu'il s'agit de "notre meilleur investissement de 3 milliards de dollars". Cet "investissement" rend cependant possible **les crimes de guerre et crimes contre l'humanité** commis par Israël – massacres, nettoyage ethnique, démolition d'habitations, siège de Gaza. Aujourd'hui, la plupart des électeurs démocrates approuvent le fait de prendre des sanctions contre Israël, et notamment le fait de **rendre l'aide militaire conditionnelle**.

Les Américains devraient déplorer la complicité avec l'oppression infligée par Israël, surtout au moment où s'exerce une répression plus forte **sous le couvert du COVID-19. #SpreadSolidarity**

[[Tweet](#)] Joe Biden "firmly" rejects the BDS movement, shamefully opposing the global nonviolent struggle for Palestinian freedom, justice & equality. Cutting US military aid to Israel is vital to the progressive agenda of #HealthcareNotWarfare and social, racial, climate & gender justice. pic.twitter.com/JtMHYocXnU – BDS movement (@BDSmovement) May 20, 2020

Traduction : S. pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

**La société civile
palestinienne appelle les
États à sanctionner Israël**

pour arrêter l'annexion illégale

Par [Palestinian Human Rights Organizations Council](#), 21 mai 2020

La société civile palestinienne demande à tous les États des mesures efficaces pour arrêter l'annexion illégale par Israël de la Cisjordanie occupée et les graves violations des droits humains.

- Interdire le commerce de l'armement et la coopération militaro-sécuritaire avec Israël
- Suspendre les accords de libre-échange avec Israël
- Interdire toute relation d'affaires avec les colonies illégales israéliennes et s'assurer que les compagnies arrêtent/s'abstiennent de toute relation d'affaires avec l'entreprise israélienne illégale de colonisation
- S'assurer que les personnes et les acteurs économiques responsables de crimes de guerre/crimes contre l'humanité dans le contexte du régime israélien illégal d'occupation et d'apartheid soient traduits en justice

Le nouveau gouvernement de droite d'Israël est de nouveau prêt à annexer officiellement de larges parts du Territoire palestinien occupé. Cette annexion de jure serait le point d'orgue de l'annexion de facto qui se réalise depuis des années par l'appropriation de terres, le déplacement forcé de la population palestinienne et le transfert vers le Territoire palestinien occupé d'une population israélienne de

colonisation.

De fait, Israël viole le droit qui régit l'occupation militaire depuis 1967 en progressant dans sa colonisation du territoire palestinien. Ceci a été facilité par l'imposition d'un régime d'apartheid de discrimination raciale, de ségrégation et d'expansion territoriale qui est [inscrit dans la législation intérieure d'Israël](#).

Institutionnalisé depuis 1948, le régime israélien pourrait être défini comme « *un régime unique de domination des Palestiniens dans leur ensemble, y compris la population palestinienne à l'intérieur d'Israël* », comme le [soutiennent](#) les spécialistes du droit international John Dugard et John Reynolds. Tout ceci continue de nier aux Palestiniens notre droit à l'autodétermination et nos autres droits humains fondamentaux.

Nous, syndicats de la société civile, organisations, groupes de défense des droits humains et de plaidoyer palestiniens souscrivons à [la déclaration du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme](#) dans les territoires palestiniens occupés : « *L'imminente annexion est une épreuve de vérité pour la communauté internationale* » et pour sa capacité à défendre le droit international.

Nous rappelons donc à tous les États leur obligation internationale de coopérer pour faire cesser les graves violations du droit international commises par tout État, par le biais de contre-mesures légales, y compris des sanctions. À la lumière de l'imminente annexion de jure par Israël, nous appelons tous les États à se conformer à cette obligation en adoptant des contre-mesures efficaces, y compris des sanctions, pour faire cesser l'acquisition illégale par Israël du territoire palestinien par l'usage de la force, par son régime d'apartheid et par son déni de notre droit inaliénable à l'autodétermination.

Le droit international ne prescrivant pas de mesure particulière, nous appelons l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, les gouvernements du monde entier, ainsi que le Conseil européen de l'UE, l'Organisation de la coopération islamique (OCI), l'Union africaine, les BRICS, le Mercosur, l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) et d'autres à adopter et appliquer, immédiatement et en priorité, une interdiction complète du commerce de l'armement et de la coopération militaro-sécuritaire avec Israël, et de suspendre les accords de libre-échange avec ce pays.

Une interdiction du commerce de l'armement et de la coopération militaro-sécuritaire avec Israël, comme moyen pour faire cesser ses graves violations du droit international, [remplit clairement les critères autorisés des sanctions légales](#) élaborés par la Commission du droit international des Nations Unies : une interdiction ciblée ainsi ne constitue pas une menace d'usage de la force telle qu'elle est prohibée par la Charte des Nations Unies ; elle ne viole pas les obligations humanitaires ou les droits humains fondamentaux, et elle est ciblée et proportionnelle à la gravité des violations israéliennes du droit international et des droits des Palestiniens affectés.

Une interdiction similaire a été adoptée à plusieurs reprises dans le passé par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies dans les résolutions qui condamnaient l'apartheid comme [crime contre l'humanité](#) et [menace grave à la paix et la sécurité internationales](#).

Nous félicitons les plus de [130 parlementaires britanniques qui ont appelé le gouvernement du Royaume-Uni à adopter des sanctions](#) si le gouvernement israélien poursuivait son plan d'annexion.

De même importance est l'obligation internationale pour tout État de ne pas reconnaître comme légale une situation créée par une grave violation du droit international, et de ne

prêter ni aide ni assistance pour maintenir cette situation. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a demandé « à tous les États [de ne fournir à Israël aucune assistance](#) qui serait utilisée spécifiquement pour les colonies de peuplement des territoires occupés ». Nous appelons donc les gouvernements, les législateurs et les partis politiques, en premier lieu, à adopter des législations nationales qui interdisent toute relation d'affaires sous leur juridiction avec les colonies illégales, suivant [l'exemple du parlement irlandais](#).

Nous appelons en outre les gouvernements nationaux à s'assurer – par le biais de conseils, de politiques efficaces, de législation et de mesures exécutoires – que les entreprises sous leur juridiction, ou domiciliées sur leur territoire, respectent les droits humains et le droit international et arrêtent/s'abstiennent de toute relation d'affaires avec l'entreprise israélienne illégale de colonisation. Dans ce contexte, les gouvernements devraient [promouvoir la base de données des Nations Unies des entreprises impliquées dans des relations d'affaire avec les colonies de peuplement israéliennes](#), et soutenir les mises à jour annuelles de la base de données mandatées par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies.

Finalement, nous appelons tous les États à enquêter et soutenir les enquêtes sur les personnes et acteurs économiques sous leur juridiction, responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis dans le Territoire palestinien occupé. Nous exhortons les États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) à respecter et soutenir la demande de la Procureure que soit ouverte une enquête officielle sur la situation en Palestine, et à protéger la Procureure, le personnel de la CPI, les juristes, les juges et les membres de la société civile palestinienne travaillant à fournir des preuves à la Cour, ainsi que les victimes palestiniennes, contre des représailles et des attaques par Israël et les États-Unis.

Depuis 53 ans, les gouvernements israéliens ont systématiquement sapé le droit international en toute impunité par une annexion fragmentaire et la colonisation de territoires arabes occupés, tant de jure, comme dans le cas de la Jérusalem-Est palestinienne en 1967 et le plateau du Golan syrien en 1982, que de facto par le biais des colonies illégales et du mur en Cisjordanie.

De multiples résolutions des Nations Unies affirment l'interdiction de l'acquisition de territoire par la force et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, condamnant et déclarant nulle et non avenue l'annexion israélienne de territoires occupés, et appelant Israël à se conformer au droit international.

Appelant Israël à abroger son annexion de Jérusalem-Est occupée, le Conseil de sécurité des Nations Unies a même réaffirmé en 1980 dans la [Résolution 476](#) « *sa détermination... d'examiner... des moyens pratiques en vue d'assurer l'application intégrale de la présente résolution* », tandis que l'Assemblée générale des Nations Unies en 1982 [appelait à des sanctions contre Israël](#), incluant une interdiction du commerce de l'armement et de la coopération, en réponse à l'annexion du plateau du Golan syrien occupé et de la Jérusalem-Est palestinienne.

Beaucoup dans le monde ont condamné le « contrat du siècle » du président Trump des États-Unis non seulement comme une tentative de saper les droits des Palestiniens en droit international, mais également comme une attaque du droit international lui-même. Pourtant, la communauté internationale dans son ensemble a constamment failli à ses obligations face aux graves violations d'Israël, encourageant le gouvernement israélien à continuer l'annexion formelle de parties de la Cisjordanie palestinienne occupée.

Loin de dissuader Israël de commettre ces actes illégaux, la seule critique et les dénonciations rhétoriques de

l'Organisation des Nations Unies et de ses membres, sans l'adoption de mesures concrètes qui donnent effet à leurs obligations internationales, ne font qu'encourager Israël à anéantir de manière irréversible toute possibilité d'une paix juste, globale et soutenable dans notre région.

Signataires initiaux de la société civile palestinienne :

· Palestinian Human Rights Organizations Council (PHROC)
incluant:

- Al-Haq – Law in the Service of Mankind
- Al Mezan Center for Human Rights
- Addameer Prisoner Support and Human Rights Association
- Palestinian Centre for Human Rights (PCHR)
- Defense for Children International Palestine (DCIP)
- Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center (JLAC)
- Addameer Association for Human Rights
- Ramallah Center for Human Rights Studies (RCHRS)
- Hurriyat – Center for Defense of Liberties and Civil Rights
- The Independent Commission for Human Rights (Ombudsman Office) – Observer Member
- Muwatin Institute for Democracy and Human Rights – Observer Member
- Palestinian NGO Network (PNGO)
- Global Palestine Right of Return Coalition
- Palestinian Bar Association
- Al-Haq

- Palestinian Medical Association
- General Union of Palestinian Teachers
- Palestinian Federation of Unions of University Professors and Employees (PFUUBE)
- General Union of Palestinian Women
- General Union of Palestinian Writers
- Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)
- Council of National and Islamic Forces in Palestine
- General Union of Palestinian Workers
- Palestinian Union of Postal, IT and Telecommunication workers
- Palestinian National Institute for NGOs (PNIN)
- Federation of Independent Trade Unions
- Union of Palestinian Farmers
- Grassroots Palestinian Anti-Apartheid Wall Campaign (STW)
- Popular Struggle Coordination Committee (PSCC)
- Civic Coalition for the Defense of Palestinian Rights in Jerusalem
- Coalition for Jerusalem
- National Committee to Commemorate the Nakba
- General Union of Palestinian Peasants
- Union of Palestinian Charitable Organizations
- Union of Professional Associations

- Women's Campaign to Boycott Israeli Products
- Union of Youth Activity Centers-Palestine Refugee Camps
- Agricultural Cooperatives Union
- National Committee for Grassroots Resistance
- Palestinian General Federation of Trade Unions – Gaza
- Palestinian Agricultural Relief Committee (PARC)
- Palestinian Medical Relief Society (PMRS)
- Ramallah Center for Human Rights Studies (RCHRS)
- Women Study Center (WSC PAL)
- Palestinian Feminist Center for Sexual and Gender Freedoms – Aswat, Haifa
- Palestinian Working Woman Society for Development
- Women's Centre for Legal Aid and Counselling (WCLAC)
- MADA – Palestinian Center for Development & Media Freedoms
- Wasel Center for Youth Development
- Youth Development Society
- The Cultural Forum Center
- Early Childhood Sources Association
- Union of Agricultural Work Committees (UAWC)
- Human Rights & Democracy Media Center "SHAMS »
- Rural Women Development Association
- Khalil Sakakini Cultural Center
- Arab Center for Agricultural Development (ACAD)

- Health Work Committees
- The National Union of Civil Society Organizations, Nablus
- Burj Al-Luqluq Social Center Society, Jerusalem
- Land Defense Coalition
- Federation of New Trade Unions
- Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center
- Tamer Institute for Community Education
- Palestinian Youth Union
- Occupied Palestine and Syrian Golan Heights Initiative (OPGAI)
- Popular Art Center (PAC)
- Teacher Creativity Center
- Prisoners Support and Human Rights Association – Addameer
- The Palestinian Center for Peace and Democracy (PCPD)
- Arab Agronomists Association (AAA)
- Defense for Children International –Palestine (DCI–Palestine)
- Center for Defense of Liberties and Civil Rights « Hurriyyat »
- Seeds Association for Development and Culture
- Palestinian House of Friendship
- Palestine Friend’s Association
- Yafa Cultural Center

Traduction : MUV pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

#HealthcareNotWarfare (Des soins au lieu des armes)

Par le comité palestinien pour le BDS (BNC)



[Téléchargez](#) une version PDF de notre fiche d'information de mai 2020. Plus bas, ces images sont une version texte de la fiche d'information, avec des hyperliens vers des sources.

La pandémie du COVID-19 a mis clairement en évidence les effets dévastateurs des politiques raciales discriminatoires, des coupes dans les services publics et des [dépenses](#) militaires et de sécurité excessives des gouvernements répressifs.

- Les personnes de couleur meurent dans des proportions beaucoup plus élevées en raison du #CoronaRacism.
- Des millions de personnes dont les logements sont trop petits et les revenus insuffisants ne peuvent pas pratiquer la distanciation sociale et sont menacés par la faim du fait du confinement.
- Les travailleurs de première ligne reçoivent des salaires injustes et des équipements de protection individuelle inadéquats.

L'occupation militaire israélienne, qui dure depuis des décennies, a été désastreuse pour le système de santé des Palestiniens. Après 13 ans de siège israélien, les deux millions de Palestiniens de Gaza sont confrontés à la bombe à retardement du COVID-19 avec seulement [63 respirateurs et 78 lits en soins intensifs](#).

Israël est l'un des principaux bénéficiaires de la militarisation mondiale. Il a [fourni des armes et des entraînements](#) à des régimes dictatoriaux et génocidaires, de l'Afrique du Sud de l'apartheid, le Rwanda et le Chili sous Pinochet, au Myanmar et au Sud Soudan. Il est l'un des principaux fournisseurs de technologies militaires et d'espionnage aux gouvernements du monde entier.

Parmi les gouvernements ayant des échanges militaires et sécuritaires importants avec Israël, qui contribuent à permettre son oppression des Palestiniens, on peut citer :

- L'Inde : qui dépense plus de deux fois plus pour son armée que pour la santé publique, y compris pour l'achat d'un milliard de dollars d'armes israéliennes par an. L'Inde [gaspille](#) 1,6 million de dollars pour des fusils israéliens, alors que le COVID-19 se répand. L'Inde ne dispose que de [2,3 lits de soins intensifs pour 100 000 personnes](#), et de moins d'un médecin pour 1 000 personnes.

- Les États-Unis : [leader mondial en matière de dépenses militaires](#), ils sont également en tête pour le nombre de décès dus aux coronavirus. Les États-Unis donnent à Israël 3,8 milliards de dollars par an pour des armes, argent qui [pourrait plutôt financer](#) 76 000 respirateurs ou 760 millions de masques N-95.

- Le Brésil : avec [ses dépenses militaires en hausse](#). Le président brésilien Bolsonaro minimise la menace du coronavirus, bien que les unités de soins intensifs du pays soient [pleines](#). Les liens militaires croissants du Brésil avec

Israël comprennent [100 millions de dollars](#) d'armes télécommandées.

- L'UE : qui compte désormais 1 million de cas de coronavirus, a [dépensé 69 millions de dollars](#) depuis 2018 en technologies militaires et de surveillance israéliennes, testées sur le terrain sur les Palestiniens, afin de militariser davantage les frontières de l'Europe.

- Les EAU : qui en 2017 avaient [des dépenses militaires](#) vingt fois supérieures à leurs dépenses de santé. Son régime impitoyable a payé [6 milliards de dollars](#) pour des infrastructures de sécurité israéliennes et [846 millions de dollars](#) pour des avions de surveillance israéliens.

Arrêtez de financer la militarisation, financez des soins de santé adéquats pour tous et cessez de soutenir les régimes oppressifs, y compris le régime israélien d'apartheid.

Traduction : MUV pour BDS France

Source : BDSmovement.net

Exhortez la superstar du football Rahim Sterling à ne pas signer avec Puma

Par PACBI (Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël), 18 mai 2020

Agissez maintenant pour exhorter le grand joueur de football

Rahim Sterling à refuser l'offre de Puma tant que Puma continuera à soutenir la politique raciste d'apartheid d'Israël qui opprime les Palestiniens.

Puma courtise la superstar du football Rahim Sterling avec un accord de parrainage qui atteint des sommets de plus de 100 millions d'euros.

Nous ne pouvons pas permettre à Puma de se servir de la position anti-raciste de Rahim Sterling.

Puma soutient les colonies illégales israéliennes qui chassent des familles palestiniennes de chez elles, les rendant encore plus vulnérables lors d'une pandémie.

Sterling est connu pour ses paroles fortes contre le racisme. Il a plaidé pour qu'on utilise une pression économique pour provoquer un changement. Il a demandé que davantage de gens s'expriment avec force.

Faisons cela.

Agissez maintenant pour remercier Rahim Sterling pour sa position contre le racisme et exhortez le à ne pas accepter l'argent sale de Puma.

*1. Faites savoir à Rahim Sterling que Puma soutient l'apartheid israélien contre les Palestiniens dont **les Sud-Africains disent qu'il est pire que celui qu'ils ont subi.*** [Cliquez pour tweeter.](#)

*2. Faites savoir à Rahim Sterling que Puma soutient la politique raciste d'apartheid israélienne qui opprime les Palestiniens, les rendant **encore plus vulnérables lors d'une pandémie.*** [Cliquez pour tweeter.](#)

*3. Remplissez la fiche à droite pour envoyer un mail à Rahim Sterling l'exhortant à ne pas signer avec Puma **tant que Puma***

soutient le racisme.

Puma a été soumis à une pression croissante pour qu'il mette fin à son soutien à l'occupation militaire et à la politique raciste d'apartheid d'Israël.

Puma est le principal parrain de l'Association Israélienne de Football, qui [comporte](#) des clubs des colonies illégales israéliennes. Ce [licencié exclusif](#) de Puma en Israël figure dans [la base de données de l'ONU sur la liste des sociétés actives dans les colonies illégales](#).

Des équipes sportives ont [abandonné le parrainage de Puma](#) et se sont [engagées](#) à ne pas rejoindre la #PumaFam jusqu'à ce que Puma mette fin à sa complicité avec les violations israéliennes des droits des Palestiniens.

On dit que la nouvelle de l'offre de 100 millions d'euros par Puma à Sterling a provoqué de la [tension](#) à l'intérieur de la société, qui a récemment congédié des membres de son équipe dans le cadre d'une compression de personnel pendant la pandémie.

EXHORTEZ RAHIM STERLING A NE PAS SIGNER AVEC PUMA

ECRIVEZ A RAHIM STERLING TEXTE DU MESSAGE

Cher Rahim Sterling,

Je suis fan de vos actions, sur le terrain et en dehors. Votre expression courageuse contre le racisme a obligé le monde du football à ouvrir les yeux et en prendre note.

Vous avez dit un jour : « Je suis une personne qui, quand je sens vraiment que quelque chose n'est pas tout à fait juste, je veux en parler. »

C'est à cause de votre position de principe que je vous écris pour vous exhorter à rejeter l'offre de parrainage de Puma.

Puma est le principal parrain de l'Association Israélienne de Football dans laquelle se trouvent des clubs des colonies illégales israéliennes. Ce licencié exclusif de Puma a des branches dans les colonies et figure dans les bases de données de l'ONU sur la liste des sociétés actives dans les colonies illégales.

Selon le droit international, les colonies israéliennes sont des prises illégales de terres qui chassent des familles palestiniennes de chez elles. Elles entassent les Palestiniens dans des villages et des camps de réfugiés densément peuplés et limitent l'accès à l'eau potable et aux soins de santé.

Les colonies illégales d'Israël font partie de sa politique raciste d'apartheid dont des personnalités sudafricaines, y compris l'archevêque Desmond Tutu, ont dit quelle était encore pire que ce qu'ils ont enduré sous le régime d'apartheid de ce pays.

Depuis des décennies, l'apartheid israélien a opprimé les Palestiniens et dénié leurs droits fondamentaux. Maintenant, cette politique raciste rend les familles palestiniennes encore plus vulnérables face à la pandémie.

Dans le monde entier, des fans, des joueurs et des équipes de football ont soutenu l'appel de plus de 200 équipes palestiniennes qui exhortent Puma à mettre fin à sa complicité avec l'apartheid israélien.

La plus grande université de Malaisie a laissé tomber Puma en tant que parrain de son équipe de football pour répondre à l'appel des clubs palestiniens.

Les Forest Green Rovers se sont engagés à ne pas signer avec Puma tant qu'il soutient l'oppression des Palestiniens par Israël. Le président du club a décrit la situation en Palestine comme « *la plus grand injustice au monde de toute ma vie* ».

L'ancien joueur de Barcelone Oleguer Presas a appelé Puma à mettre fin à son soutien aux colonies illégales israéliennes sur la terre palestinienne.

Vous avez dit aussi un jour : « *Je ne veux pas que la prochaine génération de joueurs noirs ait à subir ce mal* ». Vos actions ont un rôle important pour que cela n'arrive pas et je me tiens à vos côtés.

Le genre de pression économique et de mesures de reddition des comptes que vous avez défendues pour combattre le racisme sont efficaces et ce sont les mesures que les Palestiniens nous ont demandé de prendre, en solidarité avec eux et leur lutte pacifique pour la liberté, la justice et l'égalité.

Avec votre aide, nous pouvons aider à assurer qu'une autre génération de Palestiniens n'ait pas à grandir sous l'oppression de l'apartheid israélien.

Je vous en prie, rejetez l'offre de parrainage de Puma tant qu'il soutient l'apartheid israélien.

Sincèrement votre,

PRENOM NOM DE FAMILLE PAYS VOTRE E.MAIL

J'aimerais rejoindre la campagne et recevoir par mail les mises à jour du mouvement BDS

ENVOYEZ LE MAIL MAINTENANT

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

Pétition : Non aux drones tueurs israéliens pour contrôler les frontières européennes !

30 mars 2020

A l'occasion de la journée de la Terre et des 2 ans du début de la Grande Marche du Retour à Gaza, une large coalition européenne d'ONG, syndicats, associations de migrants... lancent ce lundi 30 mars une pétition pour dire STOP aux drones israéliens pour surveiller les frontières de l'Union européenne et contrôler l'entrée de migrants sur son territoire.

La pétition « Non aux drones tueurs israéliens pour contrôler les frontières européennes »

Depuis novembre 2018, l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA) a loué, par l'intermédiaire de la compagnie portugaise CeiiA, deux drones Hermes 900, appelés encore « drones tueurs » et fabriqués par **la plus grande entreprise militaire d'Israël, Elbit Systems**. Selon le contrat de location pour deux ans, pour un montant de 59 millions d'euros, les drones sont utilisés principalement pour mettre en place les politiques répressives anti-immigration de l'Union européenne. Les experts condamnent ce changement vers la surveillance aérienne en tant qu'il constitue une abrogation de la responsabilité de sauver des vies. Pire encore, les drones tueurs d'Elbit assistent Frontex et les autorités nationales en Grèce, où migrants et réfugiés ont été ciblés en mer à balles réelles.

Elbit Systems développe ses drones avec la collaboration de l'armée israélienne et promeut sa technologie en tant que « testée sur le terrain » – sur les Palestiniens. L'entreprise fournit 85% des drones utilisés par Israël dans ses assauts militaires répétés et son inhumain siège permanent de Gaza. Les drones Hermes ont tué les quatre enfants jouant sur la plage pendant l'attaque d'Israël sur Gaza en 2014.

Ces drones peuvent tuer mais ne peuvent sauver des vies.

Demandez maintenant à l'Union européenne de cesser d'utiliser ces drones et de dépenser de l'argent du contribuable européen pour militariser ses frontières et la mer en signant la pétition.

[>> Signer la pétition](#)

[>> Lire le rapport de la CECP et Stop the Wall sur l'utilisation de drones tueurs israéliens par l'Union européenne, au mépris de ses propres obligations en droit international](#)

Partagez cette pétition par e-mail et sur vos réseaux sociaux !

Agir sur Twitter

Les Hashtags

#openborders #nodrones #worldwithoutwalls #militaryembargo #HealthcareNotWarfare

Exemples de Tweets à partager

#worldwithoutwalls Solidarité généralisée : Agissons pour que l'argent européen cesse d'être dépensé pour les drones tueurs israéliens et la militarisation des frontières contre les migrants <https://petition.stopthewall.org>

#openborders

#nodrones

SIGNEZ/PARTAGEZ <https://petition.stopthewall.org>

Les agences européennes @Frontex & @EMSA_LISBON utilisent des drones tueurs israéliens développés et testés pour commettre des crimes à #Gaza pour leur politique anti-immigration. Nous pouvons les arrêter maintenant !

#nodrones #openborders

Mobilisez-vous pour les droits humains SIGNEZ maintenant <https://petition.stopthewall.org>

Les agences européennes @Frontex @EMSA_LISBON utilisent des drones tueurs israéliens responsables de crimes à #Gaza pr leur politique anti-immigration. Arrêtons-les maintenant ! #HealthcareNotWarfare

#AGIR Signez la pétition <https://petition.stopthewall.org> Les drones israéliens tueurs développés lors des attaques à #Gaza soutiennent les crimes des gardes-côtes des agences @Frontex @EMSA_LISBON contre les migrants. Nous pouvons les arrêter maintenant !

#worldwithoutwalls

#openborders

Contacts à cibler sur Twitter

Commission européenne :

- @YlvaJohansson – Ylva Johansson, Commissaire européenne aux Affaires intérieures
- @AdinaValean – Adina Valean, Commissaire aux Transports
- @Vsinkevicius – Virginijus Sinkevicius, Commissaire à l'Environnement, aux Océans et à la Pêche
- @EU_Commission

Parlement européen :

- @EP_Transport – Commission des Transports et Tourisme
- @EP_Budgets – Commission des Budgets

Vous pouvez joindre ces visuels à vos posts :



Microsoft lâche AnyVision – la campagne #DropAnyVision célèbre l'événement

28 MARS 2020

Contact: Sonya E Meyerson-Knox | sonya@jvp.org | 929-290-0317

À LA FIN DE JANVIER, NOUS SOMMES ALLÉS AU SIÈGE DE MICROSOFT AVEC UNE PÉTITION SIGNÉE PAR PLUS DE 75 000 PERSONNES, DEMANDANT À MICROSOFT DE CESSER DE FINANCER ANYVISION. HIER ILS L'ONT FAIT.

(New York City, NY) 28 mars 2020:

La campagne **#DropAnyVision** célèbre une grande victoire parce que Microsoft désinvestit de la firme technologique israélienne **AnyVision**. La campagne #DropAnyVision a collecté plus de 75 000 signatures, forçant Microsoft à lancer un audit externe et a organisé la remise d'une pétition avec des travailleurs de Microsoft sur son campus de Redmond.

La technologie de reconnaissance faciale de Any Vision est utilisée pour imposer l'occupation militaire de la Cisjordanie

par Israël et elle a été financée par Microsoft. La campagne #DropAnyVision a exigé que Microsoft mette fin à ce financement, qui représente un investissement dans une société qui teste ses produits sur des Palestiniens aux checkpoints et qui viole, au moyen d'une surveillance clandestine, les six principes de surveillance légale de Microsoft.

« À un moment où nos droits civils sont menacés par des régimes autoritaires par l'accès à des technologies tels les systèmes de reconnaissance faciale d'AnyVision, voir Microsoft s'écarter de leur financement est énorme » a dit Granate Kim, la directrice de la communication de Jewish Voice for Peace. « À la fin de janvier, nous sommes allés au siège de Microsoft avec une pétition signée par plus de 75000 personnes demandant à Microsoft de cesser de financer AnyVision. Hier, ils l'ont fait.

Lau Barrios, directrice de campagne : *« La décision de Microsoft de désinvestir d'AnyVision est une victoire importante pour ceux qui militent pour la justice technologique et pour la communauté internationale en solidarité avec le peuple palestinien. Cette décision de Microsoft, un leader mondial en technologie, renforce aussi notre croyance qu'on ne peut pas avoir confiance dans le gouvernement, la police et l'armée quant à l'utilisation de technologies de surveillance comme la reconnaissance faciale, dont l'usage est croissant aux USA et ailleurs dans le monde pour contrôler, surveiller et, au-delà, criminaliser les communautés noires, colorées, d'immigrants, palestiniennes et musulmanes ».*

Omar Barghouti, co-fondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens : *« La décision de Microsoft de se débarrasser de AnyVision est un coup magistral porté à cette société israélienne profondément complice et un succès pour l'impressionnante campagne BDS menée par Jewish Voice for Peace. Les crimes de guerre d'Israël contre les Palestiniens,*

avec la complicité de nombreuses corporations comme AnyVision, continuent malgré la menace du coronavirus, donc la résistance que leur opposons et notre insistance sur la liberté, la justice et l'égalité ne peuvent que continuer ».

En janvier, la campagne #DropAnyVision a tenu un séminaire sur le campus de Microsoft à Redmond et a remis une pétition. L'action, organisée par Jewish Voice for Peace avec MPower Change et SumOfUs, ainsi qu'avec des militants de base et des dirigeants de Redmond et de Seattle, a permis de présenter une pétition comportant 75 000 signatures, de distribuer des flyers aux travailleurs de Microsoft et de discuter de la façon dont Microsoft viole ses propres principes éthiques sur la technologie de reconnaissance faciale. Avec des banderoles, des affiches, des panneaux mobiles sur des camions et des discours prononcés par des militants locaux qui scandaient : « 70 mille disent haut et fort que Microsoft a tort », des travailleurs de Microsoft se sont joints à des dizaines de militants solidaires des droits des Palestiniens sur le campus de Microsoft en distribuant les 75000 pétitions.

Ranjan Pradeep, programmeur chez Microsoft, a expliqué ainsi pourquoi il a participé en janvier à la campagne #DropAnyVision : « En tant que travailleur chez Microsoft, je suis horrifié que Microsoft finance AnyVision. Brad Smith, le président de Microsoft a parlé des dangers possibles de la reconnaissance faciale, au sens où cela peut augmenter les biais et la discrimination, faire intrusion dans la vie privée des gens et empiéter sur les droits humains. AnyVision fait ces trois choses ! ».

Le contexte :

Après le lancement de la campagne #DropAnyVision campagne par Jewish Voice for Peace, MPower Change et SumOfUs et après l'enquête explosive de NBC, pourquoi Microsoft a-t-il financé une firme israélienne qui exerce une surveillance sur les Palestiniens de Cisjordanie ? Le 15 novembre 2019, Microsoft a

déclaré lancer un audit externe conduit par l'ancien procureur général Eric Holder, pour établir si ce financement était conforme aux principes éthiques sur l'usage de la technologie.

Le 4 décembre 2019, alors que des questions étaient posées par les actionnaires de Microsoft sur le financement, par la société, de AnyVision, lors d'une réunion virtuelle d'actionnaires, la vague twitter [#DropAnyVision twitterstorm](#) a fait le buzz, des centaines de gens tweetant eux-mêmes : « La surveillance des Palestiniens c'est de l'exploitation, pas de l'innovation », « Comment les Palestiniens peuvent-ils consentir à être surveillés par l'occupant ? » et « Les Palestiniens n'ont aucune 'liberté démocratique', au profit de la 'sécurité' de Microsoft ».

La campagne [DropAnyVision.org](#) a exigé de Microsoft qu'il annule ses 74 millions de dollars d'investissement dans AnyVision (66 millions €), société fondée et dirigée par des membres de l'armée israélienne et des agences de sécurité, qui viole les six principes qui guident le travail de reconnaissance faciale de Microsoft. L'un de ces principes est l'engagement à « une surveillance légale » : Microsoft « plaidera pour que les personnes aient la garantie de leurs libertés démocratiques dans des scénarios de surveillance visant l'application de la loi et ne déploiera pas la technologie de surveillance faciale dans des scénarios dont nous pensons qu'ils mettraient ces libertés en question ». Pourtant, l'action de AnyVision en Cisjordanie occupée par Israël comporte une reconnaissance faciale effectuée aux checkpoints israéliens et le contrôle de la vie quotidienne des Palestiniens par un réseau de caméras dans toute la Cisjordanie. En substance, AnyVision opère là où les libertés démocratiques ne sont pas seulement « en question » mais n'existent tout simplement pas – et en agissant ainsi, elle viole les principes de Microsoft sur « la surveillance légale ».

###

Jewish Voice for Peace est une organisation de base nationale inspirée par la tradition juive pour agir pour une paix juste et durable selon les principes des droits humains, de l'égalité et du droit international pour tous les habitants d'Israël et de Palestine. JVP a plus de 500 000 soutiens en ligne, plus de 70 sections locales, une branche de jeunes, un Conseil rabbinique, un Conseil d'artistes, un Conseil consultatif académique et un Comité consultatif composé d'intellectuels et d'artistes de premier plan aux États Unis.

Source : <https://jewishvoiceforpeace.org/dropanyvision-win/>

Traduction SF pour BDS France

Empêcher les drones tueurs israéliens d'intensifier la militarisation aux frontières de l'Union Européenne

Par ECCP Palestine, 6 mars 2020

Depuis la fin de février 2020, aux frontières de l'Union européenne avec la Turquie, l'Union Européenne fait face aux réfugiés et aux migrants avec une violence militarisée croissante, exécutée par les forces grecques qui utilisent des gaz lacrymogènes sur terre et des balles réelles sur mer. Les agences européennes FRONTEX et EMSA annoncent une escalade encore plus grande dans leur intervention. Du ciel, les drones tueurs israéliens développés pendant les massacres à Gaza

fournissent l'information nécessaire à ces attaques contre les migrants et les réfugiés.

L'industrie militaire d'Israël fait du lobbying depuis des années pour obtenir sa part des multimillions de l'Union européenne dépensés sur la militarisation aux frontières. Le ministre de la Défense d'Israël a annoncé en 2018 que l'Europe était une « *cible importante pour les transactions de défense, principalement en termes de 'défense aux frontières* ». Les résultats arrivent : Frontex et l'EMSA (l'Agence européenne pour la sécurité maritime) ont commencé à utiliser les drones tueurs israéliens.

Depuis 2018, plus de 63 millions d'euros d'argent public européen ont été utilisés pour financer directement et alimenter l'économie de guerre d'Israël, tandis que Frontex et l'EMSA militarisent de plus en plus les frontières européennes et la Méditerranée avec la technologie de surveillance et de guerre qu'Israël a développée et testée lors d'assauts brutaux sur Gaza.

Pendant ce temps, le nombre de « *bateaux fantômes* » – des bateaux avec des migrants qui ont disparu sans laisser de trace dans la Méditerranée – continue à augmenter en 2019 et 2020.

Nous avons la responsabilité et la possibilité d'empêcher cela maintenant.

L'ECCP ([European Coordination of Committees and Associations for Palestine](#)) (Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine) et l'association Stop the Wall ont publié leur nouvelle note d'information « *Empêchez les drones tueurs israéliens d'intensifier la militarisation aux frontières de l'Union Européenne* » pour dénoncer le rôle des entreprises et des technologies militaires israéliennes dans ces violations des droits humains.

Pour télécharger la note d'information complète, cliquez [ici](#).

Traduction : CG pour BDS France

Source : [ECCP Palestine](#)

En cette Journée Internationale des Femmes, nous célébrons le leadership des femmes qui luttent contre l'oppression et la militarisation

Par le Comité National (BDS) palestinien / Israël, Chili, Argentine, Inde, Brésil, États-Unis, Europe

Les femmes qui, à travers le monde, mènent les mouvements pour la justice considèrent de plus en plus l'appel des Palestiniens pour un embargo militaire sur Israël non pas seulement comme une exigence des Palestiniens, mais aussi comme une exigence liée à leurs propres luttes pour la libération et la justice.



En célébrant aujourd'hui la Journée Internationale des Femmes, nous mettons l'accent sur le leadership des femmes, en Palestine et à travers le monde, dans les luttes contre la militarisation, la violence policière et l'oppression raciale, genrée, sociale et économique.

Regardez [notre vidéo](#) sur les femmes qui mènent la lutte contre

la militarisation

La sécurité d'Israël et ses doctrines militaires, entraînement et armes létales ont, depuis des décennies, soutenu des escadrons de la mort, des dictatures militaires, des gouvernements despotiques et des régimes génocidaires. De l'Amérique latine à l'Inde et au Myanmar, du Rwanda et de l'Afrique du Sud de l'apartheid au Sud Soudan, et des Emirats Arabes Unis et de l'Arabie Saoudite à Oman, les armes d'Israël, ses systèmes de surveillance, son cyber-espionnage ou ses entraînements militaires ont permis des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et autres graves violations des droits de l'Homme.

Les femmes qui mènent les mouvements pour la justice à travers le monde reconnaissent de plus en plus l'implication d'Israël dans les systèmes qui les oppriment. Elles considèrent de plus en plus l'appel des Palestiniens pour un embargo militaire sur Israël, non pas seulement comme une exigence des Palestiniens, mais aussi comme une exigence liée à leurs propres luttes pour la libération et la justice.

Partagez [notre vidéo](#) sur les femmes qui mènent la lutte contre la militarisation

Des années 1920 à aujourd'hui, les femmes palestiniennes ont joué un rôle essentiel dans la résistance aux décennies de régime israélien d'occupation militaire, de colonialisme de peuplement et d'apartheid, tout en se battant simultanément chez elles contre l'oppression sociale, le sexisme, la discrimination et les préjugés.

Décrites par Israël comme une « *menace démographique* », les femmes autochtones de Palestine ont constamment lié la libération nationale à l'émancipation sociale. Elles se sont nourries des luttes des femmes en Algérie, en Inde, en Afrique du Sud, aux Etats Unis, en Irlande, à Cuba, en Argentine et ailleurs. En tant que militantes, combattantes pour la liberté

et prisonnières, et mères, sœurs et partenaires de prisonniers et de martyrs, les femmes palestiniennes sont un exemple très répandu dans le monde pour leur résistance, leur ténacité et leur résilience héroïque.

En cette journée si importante, nous célébrons le leadership créatif, persévérant et motivant des femmes au premier plan de nos luttes sociales et politiques, dans l'organisation, les manifestations et le combat contre la militarisation et l'oppression, la recherche d'un monde plus juste, plus beau et plus empreint de dignité.

Traduction : J.Ch pour BDS France

Source : [BNS](#)

Plus de 50 académiciens et militants condamnent l'appel du Consul général indien qui soutient le modèle israélien pour le Cachemire, et ils appellent à un embargo militaire sur Israël

30 novembre 2019 – BDS India

En appelant à un embargo militaire sur Israël, nous appelons aussi à mettre fin aux liens qui favorisent le siège et la répression en cours au Cachemire.

Lors d'un évènement privé à New York samedi dernier, le 23 novembre, le Consul général de l'Inde à New York, Sandeep Chakravorty, a tenu, dans le contexte du retour des Pandits cachemiriens, des propos scandaleux proposant de suivre le modèle israélien au Cachemire. Même s'il n'a pas spécifié s'il se référait alors à Israël en tant que tel ou à ses colonies en Cisjordanie, Mr Chakravorty, en sa qualité de diplomate indien, a recommandé la politique d'Israël, c'est-à-dire une politique d'apartheid, de crimes de guerre et de nettoyage ethnique et qu'elle soit mise en œuvre au Cachemire. Plus loin dans son intervention, il déclara aussi que « la culture du Cachemire est une culture indienne, qu'elle est une culture hindoue ». L'intervention avait lieu lors d'une rencontre privée entre la communauté de la diaspora des Pandits cachemiriens et Vivek Agnihotri, un réalisateur dont la propagande éhontée a contribué à la création du mythe des « naxalites urbains », un terme désormais régulièrement utilisé pour persécuter les militants et les défenseurs des droits humains en Inde.

Alors que le gouvernement prétendait que l'abrogation de l'article 370 et la répression qui avait suivi au Cachemire, et qui entraient maintenant dans leur quatrième mois, recherchaient le « développement » du Cachemire, Mr Chakravorty dévoilait par mégarde le noyau nationaliste hindou qui se cachait derrière cette décision. Il est déplorable que la douleur et le traumatisme de la communauté Pandit du Cachemire soient utilisés comme des armes pour le programme commun du régime. Il est en outre évident que la classe dominante a été imprégnée de son idéologie, en Inde et à l'extérieur.

La révocation des articles 370 et 35 (A) était dès le départ appelé à s'inspirer de la politique de colonisation de peuplement israélienne par des voix progressistes et laïques. Au cours des cinq années passées, l'Inde a été le plus grand importateur d'armes israéliennes, des transactions dont le

montant monte chaque année jusqu'à 1 milliard de dollars. En outre, des entreprises indiennes se sont lancées dans des coentreprises avec des entreprises israéliennes d'armement pour fabriquer des drones et des fusils. Des délégations de l'armée israélienne se sont rendues au Cachemire et des stagiaires des services de police indiens ont été envoyés en Israël pendant une semaine dans le cadre de leur programme. La coopération en matière sécurité entre les deux est complexe et inévitablement, cela signifie un échange de méthodes et de tactiques. Plus récemment, il a été révélé que des militants et des avocats avaient été ciblés par le logiciel espion israélien Pegasus. Le projet de loi déposé pour amender la citoyenneté vise à conférer « un droit au retour » aux non-musulmans des pays voisins de l'Inde, tout comme Israël le fait pour les personnes juives à travers le monde. Il existe une collaboration idéologique de l'hindouïté avec le sionisme derrière ces transactions sur les armes, et cette coopération en matière de sécurité.

Les armes et les tactiques que l'Inde reçoit d'Israël sont « testées sur le terrain » sur les Palestiniens. Les achats d'armes par l'Inde servent directement à financer l'occupation israélienne des territoires palestiniens. En début de ce mois, Israël a tué 34 Palestiniens à Gaza, dans des frappes aériennes, dont une famille de huit membres. L'apartheid, l'occupation et le colonialisme d'Israël tirent leur impunité du soutien qu'ils reçoivent d'États comme l'Inde. Maintenant, plus que jamais, il nous incombe d'associer notre lutte pour la démocratie et la laïcité à celle des Palestiniens pour leur libération. En appelant à un embargo militaire sur Israël, nous appelons aussi à mettre fin aux liens qui favorisent le siège et la répression en cours au Cachemire. Ce sera un moyen efficace pour véritablement mettre un terme à la mise en application du modèle israélien au Cachemire.

Ont approuvé :

1. Achin Vanaik, Retd. Professor of International Relations, University of Delhi
2. Pamela Philipose, Senior Journalist
3. Githa Hariharan, Writer
4. Tapan Bose, Filmmaker and Human Rights defender
5. Dipankar Bhattacharya, General Secretary, CPIML Liberation
6. Kavita Krishnan, Secretary, AIPWA
7. Nandita Narain, Associate Professor, St Stephen's College, Delhi
8. Apoorvanand, Professor, Department of Hindi, Delhi University
9. Nivedita Menon, JNU
10. Nuzhat Kazmi, Professor, Faculty of Fine Art, Jamia Millia Islamia
11. Vivan Sundaram, Artist
12. Sukrita Lahiri, PhD Scholar, JNU
13. Sukla Sen, Peace Activist, Mumbai
14. Marcy Newman, author of The Politics of Teaching Palestine to Americans.
15. Imrana Qadeer, CSD, Delhi
16. Uma V Chandru, Anthropologist and Rights Activist
17. Anand Patwardhan, Filmmaker
18. Gautam Mody, General Secretary, New Trade Unions Initiative
19. Sudhanva Deshpande, Theatre Artist and Publisher
20. Aparna Sundar, Independent Researchers, Toronto
21. Dean Accardi, Assistant Professor of History, Connecticut College, USA
22. Raja Qaiser Ahmad, Quaid-i-Azam University, Islamabad, Pakistan
23. Omer Aijazi, Postdoctoral Fellow, University of Toronto, Canada
24. Dibyesh Anand, Professor of International Relations, University of Westminster, UK
25. Mirza Saaib Beg, Lawyer, London, UK
26. Mona Bhan, Associate Professor of Anthropology and the Ford Maxwell Professor of South Asian Studies, Syracuse

University, USA

27. Emma Brännlund, Senior Lecturer in Politics and International Relations, University of the West of England (UWE Bristol), UK

28. Farhan Mujahid Chak, Associate Professor, Qatar University, Qatar

29. Iffat Fatima, Filmmaker, India

30. Javaid Hayat Khan, Ph. D. Independent Researcher and Analyst, Edmonton, Alberta, Canada

31. Serena Hussain, Associate professor, Coventry University, UK

32. Shrimoyee Nandini Ghosh, Lawyer and Legal Researcher, India

33. Nitasha Kaul, Associate Professor, University of Westminster, UK

34. Suvir Kaul, A.M. Rosenthal Professor, Department of English, University of Pennsylvania, USA

35. Fozia Nazir Lone, Associate Professor of International Law, City University of Hong Kong, Hong Kong

36. Laura Lucia Notaro, Consultant, Sustainable Development, Milan, Italy

37. Inshah Malik, Assistant Professor, Kardan University, Kabul, Afghanistan

38. Deepti Misri, Associate Professor, University of Colorado, Boulder, USA

39. Preetika Nanda, Research Scholar, India

40. Immad Nazir, Research Scholar, University of Erlangen-Nuremberg, Germany

41. Idrisa Pandit, Independent Scholar, Waterloo, Canada

42. Samina Raja, Professor, University of Buffalo, USA

43. Mehroosh Tak. Lecturer, Royal Veterinary College, London, UK

44. Nishita Trisal, PhD Candidate, University of Michigan, Ann Arbor, USA

45. Saiba Varma, Assistant Professor, University of California, San Diego, USA

46. Ather Zia, Assistant Professor, University of Northern

Colorado, USA

47. Gautam Navlakha, PUDR and Newsclick

48. Sunaina Maira, Professor, Asian American Studies, UC Davis and a founding organizer of the US Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (USACBI)

49. US Campaign for Academic and Cultural Boycott of Israel

50. Ahmar Raza

51. Mani Shankar Aiyar, Former Member of Indian Parliament and diplomat

52. Richard Falk, Professor of International Law, Emeritus, Princeton University

53. John King, New York University/cultural worker

54. Stefan Kipfer, Associate Professor, Faculty of Environmental Studies, York University, Toronto, Canada

55. Rana Khan, Toronto

Source : [BDS Movement](#)

Traduction : BP pour BDS France

Communiqué : La Campagne BDS France dénonce la participation de la France à des manœuvres navales en Israël

La Campagne BDS France dénonce la participation de la France à des manœuvres navales dans le port de Haïfa au nord d'Israël, comme le rapporte un article de l'hebdomadaire l'Express en date du 9 août dernier*.

Bien que l'État d'Israël prétende qu'il ne s'agit pas de manœuvres à des fins militaires, ces exercices s'inscrivent dans un contexte de vives tensions au Moyen-Orient, à un moment où cette région est plus que jamais menacée de déstabilisation. Celle-ci est accentuée par la découverte de gaz en Méditerranée orientale ces dernières années, découverte qui a fait naître de grands espoirs, tout en attisant les convoitises, que le régime israélien n'est pas le dernier à éprouver.

Comment la France peut-elle souhaiter renforcer des liens avec une marine israélienne qui a opéré illégalement dans les eaux internationales il y a juste un an, en arraisonnant une nouvelle fois la Flottille de la Liberté pour Gaza ? Comment la France peut-elle souhaiter avoir des échanges avec une marine qui ferme illégalement de façon régulière la zone de pêche pour les habitants de Gaza, et tire de manière délibérée sur les pêcheurs de Gaza ?

Comment la France peut-elle renforcer ses liens militaires avec un État dont la colonisation a été dénoncée par la résolution 2334 du conseil de sécurité de l'ONU et qui, en se déclarant « État- nation du peuple juif », prône l'apartheid et **la colonisation, comme « valeurs nationales »** ?

Nous dénonçons cette nouvelle complicité de notre gouvernement avec le régime israélien, qui, depuis mars 2018, a assassiné plus de 300 manifestants palestiniens désarmés à Gaza et en a mutilé des milliers d'autres.

La Campagne BDS France participe à la campagne internationale initiée par le BNC (comité palestinien pour le BDS) pour un embargo militaire contre Israël et réitère son appel à cesser toute coopération avec le régime colonial et d'apartheid israélien.

* l'express : [Israël veut consolider sa place en Méditerranée](#)

[avec des exercices navals internationaux](#)

La Campagne BDS France

www.bdsfrance.org

Aux puces de Clermont-Fd pour GAZA et pour BDS



Une demi-douzaine de militant.e.s AFPS 63 et BDSF 63, et deux sympathisants, ont distribué 1.000 [tracts pour Gaza et BDS](#), le dimanche 26 mai, de 10h à 12h, au marché aux puces des Salins, à Clermont-Ferrand. Notre banderole « Stop au blocus de Gaza », « Boycott d'Israël » et deux drapeaux AFPS ornaient une des entrées du marché.

Les passants nous ont souvent remercié pour notre action, et 4 ont laissé leur contact pour connaître nos futures actions. Quelques partisans d'Israël ont déchiré le tract, ou souhaité l'extermination de la population de Gaza...



120 PERSONNES POUR GAZA ET BDS, ET CONTRE L'EUROVISION, A CLERMONT-FD

Cent-vingt personnes de tous âges et origines rassemblées à Clermont-Fd ont scandé de nombreux slogans devant Vercingétorix et un arrêt de tramway, pour la levée du blocus de Gaza, pour le Boycott et des Sanctions contre Israël, et contre l'Eurovision à Tel-Aviv.



Une demi-douzaine de militant.e.s AFPS, BDSF et NPA ont distribué au centre ville de Clermont-Fd 700 ex. d'un [tract de 28 organisations](#) appelant à un rassemblement pour la levée du blocus de Gaza, pour le Boycott et des Sanctions contre Israël, et contre l'Eurovision à Tel-Aviv. Puis 120 personnes de tous âges et origines, dont de nombreuses têtes inconnues, se sont rassemblées et ont formé un grand cercle sur la place de Jaude, près de la statue de Vercingétorix et d'un arrêt du tramway, autour de 4 banderoles appelant à la levée du blocus, au boycott de l'Etat d'apartheid et de l'Eurovision, et au droit au retour des réfugiés, en écoutant des chants militants pour la Palestine.



Des [prises de parole de l'AFPS 63-BDSF 63](#), de l'UNEF et du Collectif des Mosquées de Clermont-Auvergne ont rappelé, en ce jour anniversaire de la Nakba, la situation humanitaire dramatique de Gaza sous blocus et massacres, et la nécessité de BDS face à l'inaction ou la complicité des grandes puissances avec l'Etat colonial d'apartheid. La nécessité de se mobiliser plus largement a été soulignée. Des slogans ont été criés et parfois dansés entre les prises de parole :

Gaza / Vivra // Palestine / Vaincra

Israël / Assassin // Macron / Complice

Boycott / Israël / Etat / Criminel

A Paris / comme à Bruxelles // des sanctions / contre Israël

Occuper / est un crime // résister / est un droit

Halte / aux massacres / à Gaza

Pas d'Eurovision // Au pays / de l'apartheid

France Télévision // Complice / d'Israel

✘ [_____](#) ✘

De nombreux passagers descendaient du tramway, toutes les 6 minutes environ, et pouvaient assister à cet événement qui a duré près d'une heure trente. Avant dissolution du rassemblement, rendez-vous a été donné pour nos prochaines actions BDS, notamment contre PUMA qui sponsorise le foot israélien, ainsi qu'au prochain rassemblement du collectif RESF 63. Radio Coquelicot (03-Ebreuil) a couvert notre événement. Plusieurs personnes nous ont laissé leur contact, et deux jeunes sont venus ensuite nous rejoindre dans notre local pour acheter des T-shirts BDS. Et des photos de cette soirée ont complété nos albums facebook sur Gaza et sur l'Eurovision...

✘

Coalition Stop AXA à Clermont-Ferrand

Douze militant-e-s AFPS, Attac, BDSF, CGT, LDH, Solidaires du 63, renforcés par un militant UJFP et une militante BDS en tournée, se sont rassemblés le 13 avril 2019 devant une agence AXA du centre ville de Clermont-Ferrand, avec deux grandes banderoles, des drapeaux, un tract pour la Coalition « Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid » de 19 pays, [cosigné par les 6 organisations](#), et des cartes postales à envoyer au président d'AXA France. Ils ont demandé à AXA de mettre fin à ses investissements dans les banques israéliennes complices de la colonisation des territoires palestiniens, et dans la firme Elbit Systems qui fournit l'armée israélienne pour ses opérations meurtrières à Gaza. Et proposé aux citoyens de participer à une action internationale sur twitter, le 17 avril 2019.



L'action s'est terminée en déployant nos banderoles et distribuant nos tracts (1.100 au total) devant l'entrée du centre commercial voisin. L'accueil a été bon de la part de nombreuses personnes, qui souvent découvraient l'investissement d'AXA dans l'apartheid israélien, nous ont parfois encouragé et ont signé 37 cartes postales que nous enverrons au Président d'AXA France.

GAZA et BDS au marché

d'Aubière (63)



Treize militants de l'AFPS 63 et BDSF 63 se sont retrouvés le 31 mars au grand marché d'Aubière (63) pour informer la population sur la colonisation de la Palestine, le blocus de GAZA et les massacres qui continuent depuis le début de la grande marche du retour il y a un an, la journée de la Terre, l'apartheid, l'épuration ethnique, le droit au retour des réfugiés. Habillés de noir et portant des visuels et une banderole réclamant « **Stop au blocus de Gaza** », « **Halte aux massacres** », « **Boycott d'Israël** », les militants alignés et silencieux ont fait de longues pauses bien visibles en 4 lieux du marché, et distribué 750 [tracts GAZA-BDS](#). L'accueil des passants a été le plus souvent très bon, parfois indifférent, et ce fut aussi l'occasion de discuter avec nos camarades de la municipalité d'Aubière ou de syndicats locaux, et de prendre de nouveaux contacts.



Au premier anniversaire de la Grande Marche du Retour, le Comité national du BDS réitère son appel pour un

embargo militaire contre Israël

Comité national palestinien du BDS (BNC) / Palestine

30 mars 2019 – Les Palestiniens dans la bande de Gaza célèbrent la Journée de la Terre et le premier anniversaire de la Grande Marche du Retour de Gaza en protestant contre le siège cruel israélien et en exigeant leurs droits. Ces manifestants non armés sont confrontés aux tirs des tireurs embusqués israéliens qui, à ce jour, ont tué 195 manifestants, et en ont blessé 29 000. La Commission d'enquête des Nations-Unies a fait le constat que les attaques israéliennes contre les manifestants « *peuvent constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité* ».

Aujourd'hui, la société civile palestinienne renouvelle son appel pour un embargo militaire contre Israël et amplifier les campagnes BDS pour mettre fin à l'impunité d'Israël et le tenir responsable de ses crimes.

Sabreen Al Najjar, auxiliaire médicale de Gaza :

« Ma fille, Razan Al Najjar, auxiliaire médicale, a été abattue par un tireur embusqué israélien alors qu'elle avait revêtu son uniforme blanc et qu'elle tentait de porter secours à des blessés qui manifestaient pour leurs droits. Durant la courte vie de Razan, elle a été contrainte de rester dans une bande de terre qui est une prison, densément peuplée, enfermée par les blocus et les murs israéliens. Elle a été le témoin de trois agressions militaires israéliennes qui ont blessé et tué des milliers de Palestiniens innocents. Pour elle et pour nous tous, les Palestiniens, la Grande Marche du Retour est notre cri pour la justice.

En nous rassemblant pacifiquement, chaque fin de semaine, pour des droits et libertés qui sont sans aucune hésitation librement reconnus à d'autres, c'est une obligation pour la

communauté internationale que d'agir et de cesser de fournir à Israël les armes qu'il a utilisées pour tuer Razan, et tant d'autres comme elle. Je m'adresse aux organisations et aux États pour qu'ils mettent en pratique notre appel palestinien pour un embargo militaire contre Israël, afin que nous puissions vivre dans la liberté et la paix. »

Abulrahman Abunahel, organisateur communautaire et coordinateur du Comité national palestinien du BDS (BNC), basé à Gaza :

« Depuis plus de sept décennies, les Palestiniens luttent pour rentrer dans leurs foyers dont ils ont été déracinés lors de la Nakba en 1948. Israël nous prive de notre droit au retour. Au premier anniversaire de la Grande Marche du Retour qui se poursuit à Gaza, nous réitérons l'appel au boycott, au désinvestissement et à des sanctions pour les droits des Palestiniens. Il est grand temps d'isoler totalement et de poursuivre en justice le régime israélien de colonialisme de peuplement, d'occupation et d'apartheid. L'effusion de sang, à Gaza et ailleurs en Palestine, doit être arrêtée. »

Najwan Berekdar, défenseur des droits humains, de Nazareth :

« En tant que citoyens palestiniens d'Israël, nous nous joignons à la Grande Marche du Retour pour exiger le respect du droit, reconnu par les Nations-Unies, au retour de tous les réfugiés palestiniens. Comme la plupart des Palestiniens de Gaza, beaucoup d'entre nous, Palestiniens de 48, avons été contraints de quitter nos foyers durant la Nakba de 1948, et nous n'avons jamais été autorisés à y retourner. Nous avons vécu sous une loi martiale jusqu'en 1966, et nous souffrons encore aujourd'hui sous les lois de l'apartheid israélien. La Journée de la Terre, que tous les Palestiniens célèbrent aujourd'hui, commémore ce jour de 1976 où les forces israéliennes ont tué six Palestiniens lors de manifestations de masse pacifiques en Galilée contre la confiscation par Israël de leur terre ancestrale. Israël doit être tenu

responsable de ses crimes. »

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Source : [BDS Movement](#)

Traduction : JPP pour BDS France

CLERMONT-FD VEUT DU SOLEIL POUR GAZA !



Environ 400 personnes sont venues au cinéma le RIO de Clermont-Ferrand, écouter François Ruffin autour de son film « J'veux du soleil » (qui saisit sur le vif une partie du mouvement des gilets jaunes, fin 2018), et près de 320 ont pu assister à une des deux projections. Six militant-e-s AFPS 63 et BDSF 63 ont distribué 300 [tracts sur Gaza et BDS](#), ainsi que le flyer du festival Palestine en Vue, avec un très bon accueil. Et 44 personnes ont accepté de poser devant une banderole « Stop au blocus de Gaza, Boycott d'Israël », pour notre [album photo sur Gaza](#).



Soirée de mobilisation contre Elbit Systems le 21/02/19 à Bruxelles: intervention sur l'expérience de BDS France

Soirée de mobilisation contre Elbit Systems le 21 février 2019 à Bruxelles

Intervention sur l'expérience de BDS France

Pour introduire mon exposé je veux d'abord rappeler que l'État français a une longue histoire de son soutien à la politique militaire israélienne.

Il y a eu le soutien avec la Grande Bretagne à l'intervention militaire israélienne en 1956 contre la nationalisation du Canal de Suez sous le président égyptien Nasser et il y a eu aussi une aide directe à la mise au point de la bombe atomique. Plus récemment, les présidents Sarkozy, Hollande et aujourd'hui Macron n'ont pas ménagé pas leur soutien à la politique israélienne. Il y a eu sous Hollande un exercice d'entraînement commun en Corse des armées de l'air israélienne et française et l'an dernier, donc sous Macron, il y a eu à Toulon un exercice des marines française et israélienne. Le commerce d'armes avec Israël est actif lui aussi, mais c'est un domaine plus opaque, sur lequel il est plus difficile d'avoir des informations sûres.

Face à ce contexte et à cette Histoire, il y a aussi en France une longue histoire des militants anticolonialistes et de la solidarité avec le peuple palestinien.

Cette solidarité s'incarne aujourd'hui en particulier dans le mouvement BDS, qui continue son développement malgré les tentatives d'intimidations visant à le museler.

L'une de nos campagnes prioritaires est l'embargo sur le commerce d'armes avec Israël.

Et dans cette campagne nous sommes souvent intervenus contre Elbit Systems

Je vais vous présenter ces interventions puis vous dire quelles leçons nous pouvons en tirer.

Nous avons déployé les interventions contre Elbit dans 4 directions : 1. dans le cadre des appels d'offres du ministère de la défense pour le renouvellement de son matériel militaire, matériel directement offensif ou de surveillance, 2. dans le cadre de notre campagne globale pour l'embargo sur le commerce d'armes avec Israël, 3. dans le cadre d'actions dans des salons de l'armement et 4. dans le cadre de la campagne contre la complicité de la société AXA avec les violations du droit international par Israël.

1. Nous sommes intervenus 2 fois dans le cadre d'appels d'offres du ministère de la défense qui pouvaient être remportés par Elbit et les 2 fois nous avons gagné

La première fois c'était contre l'achat du drone de combat Watchkeeper, basé sur la technologie d'Elbit et qui devait être réalisé par le groupe Thales.

Une pétition au Ministre de la Défense lancée en 2015 et ayant

recueilli plus de 8000 signatures et des milliers de cartes postales adressées au Président de la République ont contribué à sensibiliser l'opinion publique.

Nous avons précisé que le drone Watchkeeper est issu du drone Hermès 450, qui est une des armes privilégiées qu'utilise l'armée israélienne pour commettre des crimes de guerre, voire des crimes contre l'Humanité, contre la population palestinienne en général et celle de la bande de Gaza en particulier, comme en attestent les plus hautes instances internationales ainsi que les ONG spécialisées.

Par ailleurs, comme le revendiquent pleinement les acteurs principaux du complexe militaro-industriel israélien, dont Elbit, la population palestinienne sert de cobaye pour tester leurs armes. Nous avons souligné que les États, dont la France au regard de ses engagements européens et internationaux, ont pour obligation de garantir qu'Israël, comme tout autre État, se conforme au droit international et que si l'achat du drone Watchkeeper se confirmait, le gouvernement porterait la responsabilité de rendre les contribuables français complices du manquement de la France à ses obligations mais aussi d'un soutien de fait à une industrie militaire israélienne au service d'une politique coloniale, meurtrière et illégale.

Dans notre communiqué après que le Watchkeeper ait été écarté, au début 2016, nous avons précisé :

« La campagne BDS France prend acte du choix de l'armée française, qui n'a pas choisi le Watchkeeper et qui, après un appel d'offre a finalement confié à Sagem (groupe Safran) la fabrication de drones Patroller.

Si le choix de Sagem ne vaut pas une totale indépendance vis à vis d'Israël, l'abandon du drone Thales-Elbit est une réussite de la campagne BDS.

Pour autant, on ne peut se réjouir du choix de telles armes qui pourrait ouvrir la voie aux drones armés dans l'armée

française et alors que ceux-ci contribuent à tuer ou faire tuer des populations civiles, comme le fait l'armée israélienne à Gaza.

En développant cette campagne, BDS France s'est engagé dans l'action pour l'embargo militaire vis à vis d'Israël, et a participé à isoler « Elbit System. »

Nous avons été confrontés en 2016 à un second appel d'offres. Cette fois il s'agissait pour le ministère de la défense de renouveler son parc de drones dits « de reconnaissance », qui sont

utilisés pour aider notamment à guider les tirs meurtriers des avions de chasse. Elbit a alors subi une seconde défaite, son offre de drones Skylark 1LE pour un montant de 100 millions d'euros ayant été écartée.

Nous nous étions activement mobilisés, à travers entre autres, l'envoi de milliers de cartes postales au Président de la République, de pétitions à l'attention du ministère de la défense et de deux journées d'actions nationales, les 24 septembre et 10 décembre 2016. Ces journées ont mobilisé des dizaines de villes et des centaines de militants, et ont été renforcées par un tweetstorm visant le ministre de la défense.

Le ministère de la Défense a finalement annoncé au début 2017 un autre choix, la raison invoquée étant que le gouvernement français souhaitait pour des raisons d'indépendance nationale développer une filière française pour ce type de drones et d'aider pour cela l'entreprise Thales.

2. Un second axe de mobilisation est la campagne globale pour l'embargo sur le commerce d'armes avec Israël

Nous sommes souvent intervenus dans des initiatives portant de manière plus générale sur l'embargo sur le commerce d'armes

avec Israël ou contre les politiques militaristes ou sécuritaires dans le monde et nous avons alors souvent évoqué le cas d'Elbit.

Ainsi lors d'une réunion publique à Paris le 29 avril 2015 avec une militante de Stop The Wall, coordinatrice des relations internationales pour la Campagne palestinienne et membre du secrétariat du BNC, qui est la direction palestinienne du BDS.

Ainsi suite aux massacres à Gaza ou dans le cadre de la campagne #StopArmingIsrael.

Nous avons organisé des journées de mobilisation consacrées à l'embargo et nous sommes souvent sollicités par diverses associations pour intervenir sur la dangerosité de la politique israélienne ou pour tenir des tables de presse.

Nous avons animés des conférences débats sur l'embargo, par exemple à Fête annuelle du journal l'Humanité, en y invitant Patrice Bouveret, directeur de l'observatoire des armements.

Nous sommes aussi intervenus plusieurs fois dans des débats après la projection du film The Lab de Yotam Feldman, qui porte sur l'industrie militaire israélienne.

Nous dénonçons les programmes de recherche qui dans le cadre de l'Union Européenne profitent à Elbit, en particulier le programme horizon 2020, ainsi que les liens d'établissements d'enseignement supérieur en France (telle l'École Polytechnique) avec le Technion, Institut de technologie d'Israël qui collabore avec le complexe militaro-industriel dont Elbit.

Par ailleurs depuis plusieurs années nous participons aux Marches annuelles pour la Paix, organisées en France notamment par le Mouvement de la Paix, et nous y évoquons également la mobilisation contre Elbit.

Assez récemment nous avons décidé d'inviter les parlementaires, du moins celles et ceux qui sont invitables, à demander, tel que l'ont fait d'importantes ONG, l'embargo sur le commerce d'armes avec Israël.

Je voulais signaler toutes ces initiatives disparates parce qu'elles contribuent à amplifier la mobilisation contre Elbit.

3. Un troisième axe de mobilisation est dans le cadre de salons de l'armement

Il a en France 4 salons internationaux de l'armement ou la défense et au moins 2 salons régionaux.

Les salons internationaux se tiennent chacun tous les 2 ans en région parisienne : le salon de la défense Eurosatory, Milipol qui est le salon mondial de la sécurité intérieur des États, le salon de l'aéronautique du Bourget, et Euronaval, consacré à la sécurité navale et maritime.

Elbit expose dans ces 4 salons.

Nous sommes intervenus 5 fois dans ces salons : une fois dans et deux fois devant le salon Eurosatory, et 2 fois devant le stand d'Elbit au salon du Bourget.

En 2014 des camarades de BDS France et du collectif Stop Armes ont fait irruption et ont manifesté devant le stand d'Israël à Eurosatory ; les services de sécurité les ont expulsés vivement mais il est resté une petite vidéo qui a beaucoup circulé. En 2016 et 2018 nous sommes intervenus devant l'entrée du salon avec banderoles et autres visuels et avec d'autres associations : le Mouvement de la Paix, l'Association France Palestine Solidarité, l'Union Juive Française pour la Paix, des associations féministes, Les Désobéissants ... Ces rassemblements ont été tolérés et nous ont permis d'interpeller ou de huer des exposants, et en 2018 il y a eu

des mises en scènes : fanfare militante, die in, etc.

Au salon du Bourget nous sommes intervenus en 2015 et 2017 devant le stand d'Elbit. Nous sommes entrés en simples visiteurs, nous avions rendez-vous à une heure précise près du stand, et au signal d'une ou d'un camarade nous avons enfilé rapidement nos T-Shirts BDS et nous nous sommes assis en cercle devant le stand alors que des camarades déployaient des banderoles et prenaient la parole. Puis nous sommes repartis en manif encadrée par la police qui nous a reconduit jusqu'à l'entrée pour contrôle d'identité.

Les 2 salons régionaux sont des salons de l'aérospatial dans la région de Toulouse. A l'un des deux, le salon Aeromart à Toulouse les militants ont obtenu en 2012 suite à leur mobilisation que les entreprises israéliennes Elbit Systems et Israel Aerospace Industries ne soient pas invitées.

Nos interventions dans ou devant les salons ne rallient certes sur place qu'un public restreint, mais elles ont un impact médiatique par les vidéos, les photos, les tweets et les reportages qu'elles génèrent, et elles affichent notre détermination à ne pas tolérer l'étalage cynique des produits de l'industrie militaire israélienne.

4. Un 4ème axe de mobilisation est notre campagne en direction du groupe AXA

Nous exigeons qu'AXA, qui est une société d'assurance et un groupe bancaire, se conforme aux principes directeurs du Pacte Mondial des Nations Unis auquel il a adhéré et donc cesse d'être complice des violations du droit international par Israël.

Cette campagne a commencé en 2016 et s'est progressivement intensifiée. Outre le fait d'être actionnaire de 5 banques israéliennes participant à des financements permettant le

maintien et le développement de la colonisation, AXA participe, ainsi que sa filiale Allianz Bernstein, au capital d'Elbit. Comme cette participation au capital d'Elbit est financièrement assez faible, nous avons pris en considération que cela ne ruinerait donc pas AXA et sa filiale d'y mettre fin.

Notre campagne a traversé diverses phases et la politique que nous avons mise en œuvre concernant la participation au capital d'Elbit est la suivante.

Nous avons constamment expliqué à tous niveaux les responsabilités d'Elbit : fourniture d'armes testées contre le peuple palestinien, de drones de combat, d'armes interdites par les conventions internationales, notamment le phosphore blanc et des armes à sous-munitions qui ont servi à des offensives meurtrières contre des populations civiles, implication dans les massacres à Gaza, fourniture de l'équipement électronique du mur d'apartheid déclaré illégal par la Cour internationale de Justice en 2004 ...

Nous avons eu de multiples correspondances avec la direction d'AXA, qui soit a nié sa participation directe au capital d'Elbit, minimisé la participation de sa filiale et prétendu que les pratiques d'Elbit ne dérogent pas au droit international, soit ne nous a pas répondu, soit a refusé de nous recevoir.

Nous avons animé 2 importantes journées nationales d'action, en février et décembre 2018, mobilisant des comités BDS dans de nombreuses villes avec des banderoles ou des pancartes s'en prenant à l'image de marque d'AXA en affichant des slogans tels que : AXA n'assure pas l'apartheid israélien, AXA doit mettre fin à sa complicité, AXA tire profit de l'oppression du peuple palestinien, AXA = assistance à l'apartheid israélien ...

Nous avons développé une campagne de cartes postales/pétitions adressées à la direction d'AXA et effectué un tweetstorm lors

de la journée des investisseurs d'AXA à Londres le 28 novembre dernier, de nombreux tweets mettant en avant qu'AXA, qui est censé assurer la vie des gens, finance aussi la mort par les armes, les destructions, les crimes de guerre ...

Nous sommes intervenus avec d'autres associations devant l'assemblée générale annuelle des actionnaires en avril à Paris en 2017, 2018 et bientôt le 24 avril et avons attiré l'attention des actionnaires sur le fait que des sociétés telles que Veolia, Orange et des fonds de pension ont fini par retirer leurs investissements illégaux.

Nous avons ouvert la campagne à d'autres associations qui l'ont intégré, notamment le mouvement international SumOfUs, qui a lancé une pétition qui a recueilli plus que 140 000 signatures !

Notre prochaine échéance sera le 17 avril une journée internationale de mobilisation contre AXA. Ce sera en semaine mais ce jour est la journée internationale de solidarité avec les prisonniers palestiniens.

Je vous invite à participer à cette journée de mobilisation, en particulier devant des agences d'AXA.

En conclusion

Pour conclure je souhaite souligner certains points.

Il serait possible de cibler toutes les entreprises d'armement israéliennes, mais si nous voulons être efficaces il faut privilégier une cible.

De ce point de vue Elbit est une cible bien choisie parce que sa contribution aux violations du droit international et des droits humains universels est clairement identifiée, par les images des drones tueurs, des massacres perpétrés par ces drones, des armes interdites produites par Elbit, de

l'équipement électronique des checkpoints, par la taille de l'entreprise et par ses importantes relations commerciales.

La présence d'Elbit dans divers domaines permet des victoires partielles et l'accumulation des victoires partielles est une bonne chose.

Un bilan de nos interventions est qu'il ne faut pas hésiter à intervenir à chaque fois que possible ; même si certaines interventions paraissent limitées elles contribuent à mieux faire connaître Elbit à un public large.

Il est important aussi d'élargir nos campagnes à diverses associations qui interviennent sur des thèmes avec lesquels la campagne anti Elbit entre en résonance : ainsi l'éthique d'entreprise, la non-violence, l'antimilitarisme, le respect du droit international, etc.

Il est clair aussi que pour affaiblir Elbit il faut lui faire perdre des marchés ou des financeurs, ce qui nécessite parfois d'étudier des situations complexes vue la complexité de certains montages capitalistes et financiers.

Au-delà de toutes ces considérations, les victoires contre le régime d'apartheid israélien sont liées à divers facteurs dont l'évolution de la situation internationale, qui est en partie imprévisible. Mais le peuple palestinien continue de résister à la situation tragique qu'il subit, et la Campagne internationale BDS continuent et continuera de se développer malgré les tentatives d'intimidations.

Nous avons la possibilité de remporter des victoires. C'est un devoir moral et politique de développer ou d'imaginer les politiques qui nous permettront de remporter ces victoires !

Jean-Guy Greilsamer, membre de l'équipe d'animation de BDS France

**La semaine internationale
contre l'apartheid israélien
aura bien lieu malgré les
pressions des officines
sionistes.**



BDS censuré à l'Université Paul Valéry !

Depuis plusieurs années la campagne BDS France Montpellier prend part à la semaine anti-apartheid (IAW) – mouvement de solidarité internationale universitaire - dont le thème cette 15ème année est «Cesser d'armer l'Etat d'apartheid Israélien ». Ainsi, nous avons pris contact avec le syndicat étudiant, puis avec le service de la vie étudiante afin d'obtenir des salles pour organiser les événements suivants :

- Conférence de Mme Rania Madi, juriste palestinienne, conseillère juridique aux Nations Unies
- Projection du film "The Lab vendeurs de guerres" sur l'industrie militaire israélienne
- Projection du documentaire "Résilience" - réalisé par deux militants BDS de Montpellier suite à une mission cueillette d'olive en octobre 2018.

Voici ce qui nous a été répondu :

"Bonjour,

L'Université Paul Valéry a toujours été un lieu ouvert aux débats et aux discussions. C'est ainsi que votre exposition photo et les manifestations que vous avez proposées l'an dernier sur le même thème ont pu se tenir à la salle Jean Moulin. Cependant, comme vous le savez, le contexte national lié à ces problématiques est en ce moment particulièrement tendu et le risque de ne pas pouvoir assurer la sécurité d'un tel événement est trop important pour que nous puissions l'autoriser.

J'espère que cette situation ne va pas perdurer et que votre projection pourra avoir lieu dans un climat plus serein."

Nous sommes victimes de la censure si souvent appliquée lorsqu'il s'agit de la Palestine. Suite à cette réponse, afin de déjouer l'argument de "l'antisémitisme" tant de fois brandi comme un argument diffamatoire à l'encontre du mouvement BDS afin de le décrédibiliser, nous avons envoyé un 2ème courrier joignant une lettre de la représentante de l'UJFP Hérault, membre de la campagne BDS Montpellier appuyant notre demande de salle, prouvant de fait que notre mouvement n'est en aucun point judéophobe. Celui-ci est resté sans réponse à ce jour. La censure appliquée par l'Université Paul Valéry est inacceptable et très grave à l'heure où les massacres et l'oppression s'accroissent chaque jour en Palestine. **L'argument de la sécurité renforce cet amalgame entre anti-sémitisme et antisionisme qui mène à confondre un délit et une opinion permettant un raccourci de la pensée source de toute les confusions nuisibles au vivre ensemble en paix.**

Il est important de maintenir la tenue de tels événements afin de permettre aux universitaires d'être instruits sur la question palestinienne et la réalité de la situation ; c'est pourquoi nous maintiendrons les rendez-vous et affirmons notre résistance à la censure :

- **Conférence 'Cesser d'armer le colonialisme israélien' Mme Madi Riana**, juriste palestinienne ancienne représentante du BADIL (centre de ressource pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés)

Vendredi 22 mars 17h30, devant l'entrée de l'Université Paul Valéry

- **Projection du film documentaire 'The Lab vendeurs de guerre'** L'industrie militaire israélienne, son rôle, son fonctionnement, son économie et comment la population palestinienne sert de laboratoire à la puissance coloniale

Lundi 18 mars 19h, La Carmagnole 10, rue Haguenot

La Campagne BDS France Montpellier.



UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY : UNE TRADITION EXEMPLAIRE DE SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE DEPUIS PLUS DE 16 ANS

En mars 2002 lors de « l'opération rempart », nom israélien donné à l'invasion, occupation de toutes les villes palestiniennes mises sous couvre feu (interdiction de sortir dans la rue) et bien sûr fermeture des écoles et des universités pendant plusieurs mois, le conseil d'administration de l'UPV a fait acte de courage et voté une motion de soutien aux universités palestiniennes victimes de la répression israélienne. Avec la motion de Jussieu à Paris ce sont les deux seules motions de soutien votées en France qui ont évidemment été très attaquées par les sionistes et les pro- israéliens.



19 février 2003, 1200 personnes sont massées dans l' Amphi A

. C'est là que Michèle Weil-Bergougnoux, la courageuse présidente de Paul Valéry annonça qu'une délégation conduite par elle se rendrait en Palestine

– En 2003 dans la suite de cette solidarité exprimée, la CCIPPP (Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien) et l'APF (Association des Palestiniens en France) ont organisé dans l'amphi A un meeting de 1200 personnes en présence de Leila Shahid, José Bové (expulsé de Palestine par Israël), Tony Brauman, ATTAC, l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix)... Au cours de ce meeting, Mme Michèle Weil, présidente de l'université a annoncé l'envoi, courant 2003, d'une délégation de l'UPV, conduite par elle même, pour aller à la rencontre des enseignants, étudiants et tous les personnels des universités palestiniennes afin de leur apporter notre soutien.

Cette mission à eu lieu et elle a permis la relance de la convention passée avec l'université de Birzeit (Ramallah) un temps animée par notre très cher ami et regretté le Pr. Larry Portis.



Le président de l'université de Birzeit (Ramallah) remet la plaque d'honneur de l'université de Birzeit à la présidente de l'université Paul Valéry.

Voir la vidéo de la mission en Palestine de mai 2003.

Depuis, de nombreuses conférences, actions et expositions ont eu lieu en soutien à la cause Palestinienne avec le soutien des syndicats SNESUP en particulier, SUD Education et Solidaires Etudiant. Nous avons également tenu, des stands « Palestine » dans l'université ou devant le RU Vert Bois.

**NE LAISSONS PAS LA PRÉSIDENTENCE
TRAHIR PLUS DE 16 ANS DE SOLIDARITÉ**

AVEC LA PALESTINE

Systematiquement les quelques enseignants pro-israéliens aux ordres du CRIF tentent d'empêcher l'expression de BDS France Montpellier sur le campus aidés en cela par les divers gouvernements qui tous, se sont pliés aux exigences du lobby pro-israélien français. Ainsi Valérie Pécresse en personne est intervenue pour empêcher une conférence sur le boycott universitaire. Mais la direction universitaire d'alors avait permis que la conférence se tienne un autre jour sous un autre intitulé (mais avec le même contenu). L'ambassadrice d'Israël en personne, s'ingérant dans les affaires internes de l'université s'est autorisée à envoyer un courrier à la présidence pour tenter d'interdire la tenue de la semaine internationale en 2017. UEJF (Union des Étudiants juifs de France) avait exercé des pressions sur l'université et sur le cinéma Diagonal contre la projection d'un documentaire sur la Palestine.

Bref, ceux qui soutiennent l'apartheid israélien, le Mur, la colonisation, le blocus illégal de Gaza, les innombrables violations du droit et des droits humains par Israël, les mêmes qui depuis 2015 mènent campagne contre la présence du stand BDS France Montpellier place de la comédie, tentent par tous les moyens de masquer les crimes israéliens .

Jusqu'ici y compris en 2018, malgré les pressions, l'actuel président de l'université avait refusé de se plier aux exigences du lobby pro-israélien.

Le 28 février, la commission d'enquête indépendante des Nations Unies sur les manifestations de la Grande Marche du retour à Gaza déclarait :

« La Commission a des motifs raisonnables de croire que pendant la Grande Marche du retour, les soldats israéliens ont commis des violations des droits humains internationaux et de la loi humanitaire. **Certaines de ces violations pourraient**

constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, et Israël doit immédiatement ouvrir une enquête sur elles », a déclaré le président de la commission, Santiago Canton, d'Argentine. »

Quelque jours à peine après la publication de cette enquête la présidence de l'université Paul Valéry refusait d'accorder les salles pour que se tienne la semaine internationale contre l'apartheid israélien sur le thème « Cessez d'armer l'apartheid ! » au prétexte fallacieux :

(...) le contexte national lié à ces problématiques est en ce moment particulièrement tendu et le risque de ne pas pouvoir assurer la sécurité d'un tel événement est trop important pour que nous puissions l'autoriser.(...)

En se rangeant aux côtés du lobby israélien la présidence trahit les valeurs de liberté, justice et égalité qui ont animé plus de 20 ans de solidarité avec la Palestine dans cette université.

Comme du temps de l'apartheid en Afrique du Sud, ne laissons pas les partisans de l'apartheid israélien imposer leur vision raciste du monde dans l'université et ailleurs !

Elbit Systems : profil d'entreprise

par [CorporateWatch1](#) / 06 février 2019

Elbit Systems, basé à Haïfa, est la plus grande entreprise privée d'armement et de « sécurité » d'Israël. Écrit pour

soutenir le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions, ce profil d'entreprise étudie en détail comment les armes d'Elbit sont utilisées en Palestine et dans le monde, ses actionnaires et ses dirigeants, ainsi que la résistance à ses activités.

Contenu

Expansion récente ; Palestine ; Golan syrien ; Liban, Syrie, Irak et Iran ; extension des « zones de conflit » ; Royaume-Uni ; la frontière États-Unis/Mexique ; Géorgie ; Turquie ; Inde ; Philippines ; Espagne ; Suisse ; Brésil ; Union européenne ; liens avec les universités israéliennes ; vue d'ensemble et finances de l'entreprise ; employés ; filiales ; adresses ; propriétaires ; produits ; fabrication ; transporteurs ; drones ; principaux partenaires d'affaires ; salons de l'armement ; résistance ; appel à l'intensification des actions ; fondements de la technologie des drones

✘ Expansion récente

Elbit croît rapidement. Elle a absorbé des dizaines d'entreprises depuis 2000 et emploie maintenant plus de 12 700 personnes, tout en contrôlant un réseau mondial considérable, de plus de 80 filiales et compagnies associées [i](#).

Elbit fournit jusqu'à 85% de l'équipement terrestre de l'armée israélienne [ii](#) et environ 85% de ses drones [iii](#), mais c'est aussi une entreprise d'envergure internationale – 80% de son marché se trouve hors d'Israël [iv](#). La compagnie a des contrats militaires avec des gouvernements aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Elle fabrique la plupart de ses équipements en Israël, aux États-Unis, en Europe et au Brésil.

Elbit a été active dans l'acquisition d'entreprises concurrentes depuis huit ans, achetant les compagnies

d'armement israéliennes NICE Systems, Tadiran, Elisra et Soltam Systems [v](#). En août 2018, l'organisme régulateur israélien a [approuvé](#) l'achat par Elbit de l'entreprise publique IMI Systems pour 520 millions USD (458 millions €) [vii](#). IMI est le [seul fournisseur](#) de munitions de petit calibre de l'armée israélienne. Elle emploie plus de 3 000 [ix](#) personnes et a vendu pour 330 millions USD (290 millions €) d'armes à l'armée israélienne en 2016. Elbit a vendu de l'équipement pour une valeur de 610 millions USD (537 millions €) pendant la même année. Le rachat de IMI, qui a maintenant été finalisé, va considérablement augmenter la taille d'Elbit et en faire l'un des plus gros fournisseurs d'armes de l'armée israélienne, avec une part du marché de toutes les armes qu'on estime à 30% [x](#).

Elbit a également [ouvert un bureau à Berlin](#) en 2018 [xi](#) et acheté la compagnie états-unienne [Universal Avionics System](#), qui a trois sites aux États-Unis et [un bureau en Suisse](#). Le PDG d'Elbit, Bezhalel Machlis, a affirmé que l'entreprise était intéressée à s'étendre encore. Il a [déclaré à Reuters](#) : « Nos marchés cible sont les États-Unis, l'Europe, l'Australie... Nous continuons à chercher de nouvelles acquisitions [xii](#) ».

La compagnie finance cette expansion globale massive en empruntant plus auprès de banques et sur les marchés financiers, espérant peut-être que l'État israélien la renflouera si les choses tournent mal [xiii](#).

Appel à l'action de la société civile palestinienne

Le Comité national palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), le comité constitué de représentants de plus de 150 organisations de la société civile qui a publié [l'appel](#) de BDS, considère Elbit comme une cible clé et appelle à organiser des manifestations et des campagnes de

désinvestissement à l'encontre de la compagnie. La [déclaration](#) suivante apparaît sur leur site internet :

« Israël ne parvient à agir avec une telle impunité que parce que des gouvernements et des entreprises du monde entier coopèrent avec son armée et ses entreprises militaires. La société civile palestinienne a appelé à un embargo militaire global et immédiat contre Israël. Les campagnes de BDS commencent à avoir un impact sur les entreprises militaires israéliennes telles qu'Elbit Systems [xiv](#). »

Elbit et les guerres de drones d'Israël

Environ 85% des drones utilisés par l'armée israélienne sont fabriqués par Elbit [xv](#). Les drones armés d'Elbit sont utilisés par l'armée israélienne pour la surveillance au quotidien et les attaques sur Gaza [xvi](#). De fait, Elbit commercialise ses équipements avec l'argument qu'ils ont été testés au combat sur la population de Gaza. Par exemple, le site internet d'Elbit fait la [promotion](#) du drone Hermes 450 en vantant le fait qu'il a fait ses preuves en situations effectives de combat et qu'il est « la plateforme principale des forces armées israéliennes pour leurs opérations de contre-terrorisme [xvii](#) ».

L'armée israélienne ne reconnaît pas encore ouvertement son utilisation de drones armés pour mener des frappes contre Gaza [xviii](#). Cependant, cette utilisation de drones par Israël pour perpétrer des assassinats est bien documentée par des groupes locaux [xix](#), des ONG et des messages révélés par Wikileaks. Des drones sont également utilisés pour la surveillance, la reconnaissance et la définition des cibles qui seront attaquées par des avions pilotés [xx](#), [xxi](#).

En 2016, *The Intercept* a révélé que depuis 2008 les agences de renseignement du Royaume-Uni et des États-Unis avaient

consulté les enregistrements vidéo des drones israéliens, y compris des drones Hermes d'Elbit. Les enregistrements semblaient montrer que certains drones portaient des missiles [xxii](#). On possède maintenant la preuve solide que tant les drones Hermes 450 que les Hermes 900 ont été déployés et armés par les militaires israéliens [xxiii](#).

L'utilisation de la technologie du drone a changé la nature de la guerre moderne, en permettant à des gouvernements de lancer des attaques sans avoir à envoyer des forces sur le terrain ou à déclarer la guerre. Des drones fournis par Elbit et d'autres entreprises ont ainsi été utilisés par l'armée israélienne pour perpétrer des assassinats au Soudan et en Égypte alors qu'Israël n'était pas officiellement « en guerre » contre ces pays. Ils ont été utilisés pour espionner des personnes en Irak, en Iran et au Liban (voir ci-dessous).

Utilisation de l'équipement d'Elbit à Gaza

Les drones Hermes d'Elbit sont l'un des deux modèles aéronautiques sans pilote qui ont été utilisés pour attaquer la population à Gaza pendant l'opération israélienne Plomb durci de 2009, qui a tué plus de 1 400 Palestiniens. [Selon Human Rights Watch \(HRW\)](#) :

« L'Hermes peut survoler jusqu'à 24 heures d'affilée, à des altitudes allant jusqu'à 18 000 pieds, et il a un arsenal de senseurs optiques, à infra-rouge et laser qui permettent à l'opérateur d'identifier et suivre des cibles, ainsi que de guider des munitions en vol. L'Hermes porte deux missiles Spike-MR (de moyenne portée) [xxiv](#). »

HRW rapporte que le drone Hermes est équipé d'un système de caméras qui permettent au pilote du drone de voir si une personne est armée et s'il s'agit d'un enfant ou d'un adulte. Les missiles du drone sont également équipés de caméras et peuvent être déviés jusqu'à la dernière seconde. Ceci signifie

que les pilotes des drones israéliens et leurs commandants auraient dû savoir qu'ils ciblaient des civils et pourraient être coupables de crimes de guerre perpétrés à l'aide de drones Elbit. HRW a également demandé que les enregistrements des caméras pris par les drones Hermes soient divulgués et mis au service d'une enquête pour crimes de guerre. Il est inutile de préciser que cette demande n'a pas été honorée [XXV](#).



Drone Hermes d'Elbit. Photo : Matthieu Sontag,
Licence CC-BY-SA

L'assassinat du commandant du Hamas Ahmed Jabari – qui a marqué le début de l'assaut israélien de 2012 sur Gaza, l'opération Colonne de nuée – a été perpétré par un drone Hermes 450 d'Elbit selon *Defence Today* [xxvi](#).

Le mini-UAV (« Unmanned Aerial Vehicle », véhicule aérien sans pilote) ou mini-drone 7.5 Skylark d'Elbit, opérationnel au sein de l'armée israélienne depuis 2008, a été [largement utilisé](#) en soutien aux actions militaires au sol pendant l'attaque israélienne de 2014 sur Gaza, l'opération Bordure protectrice, qui a [tué 2 202](#) Palestiniens . Les Hermes 450 et 900 ont également été [utilisés](#) tout au long de cette attaque.

À ce moment-là, le PDG d'Elbit confirmait à des médias israéliens que « tous [les produits Elbit] étaient utilisés de manière opérationnelle par l'armée israélienne lors des récents combats et ils ont fait leurs preuves [xxviii](#) ».

Pendant l'attaque israélienne de 2014 sur Gaza, quatre jeunes enfants ont été tués après qu'un drone israélien, manœuvré à distance par des soldats depuis la base aérienne de Palmachim en Israël, les ait visés alors qu'ils jouaient sur la plage. Les opérateurs du drone prétendent qu'ils auraient confondus ces quatre cousins palestiniens, tous âgés de 10 ou 11 ans,

avec des « militants du Hamas ». Un rapport de police israélien [consulté par The Intercept](#) montre que, vers 15h30, les opérateurs d'un drone israélien Hermes 450 ont filmé les garçons. Puis un commandant de l'armée de l'air a ordonné aux opérateurs d'un deuxième drone de tirer, tuant l'un des garçons. Après avoir tiré le premier missile, les opérateurs du deuxième drone ont poursuivi les autres garçons, et auraient demandé par radio s'ils avaient l'ordre d'effectuer un second tir dans une zone civile. Ils n'ont pas reçu d'ordre mais ont tiré néanmoins. Les deux tirs de missile ont tué les quatre garçons et en ont blessé quatre autres. Tous ces enfants étaient de la famille Bakr. La famille a soumis une plainte dans l'espoir d'obtenir justice [xxix](#).

Pendant l'enquête sur le meurtre des garçons Bakr, les opérateurs des drones ont prétendu qu'ils « ne pouvaient pas savoir que c'était des enfants ». Si cela est vrai, cela remet en question la qualité des images filmées par le drone d'Elbit [xxx](#).

L'utilisation de drones Elbit pour commettre des crimes de guerre signifie un plus gros volume d'affaires. Un an après que l'Hermes 900 d'Elbit ait été introduit dans le ciel de Gaza, l'armée israélienne a [ordonné un perfectionnement](#) du drone. Elbit a également reçu des commandes pour le Hermes 900 de la part de la Suisse et d'un « client latino-américain », selon le *Jerusalem Post* [xxxi](#).

Mur de l'apartheid en Cisjordanie

Elbit est l'un des principaux fournisseurs du système de barrière à détection électronique du Mur de l'apartheid en Cisjordanie [xxxii](#). La Cour pénale internationale a jugé ce mur illégal [xxxiii](#).

Arrestations en Cisjordanie

Le drone Skylark d'Elbit a été utilisé pour de nombreuses arrestations à domicile par l'armée israélienne en Cisjordanie en 2014 [xxxiv](#).

Le rachat d'IMI par Elbit et les massacres de manifestants palestiniens

L'année dernière, les régulateurs antitrust israéliens ont approuvé le rachat par Elbit d'IMI Systems, le seul fournisseur de munitions de petit calibre de l'armée israélienne. La vente a maintenant été conclue.

Depuis mars 2018, des manifestants à Gaza ont manifesté devant le Mur de l'apartheid qui les sépare d'Israël sous la bannière de la « Grande marche du retour ». Les troupes israéliennes ouvrent régulièrement le feu contre eux à balles réelles. Au moment où nous écrivons ceci, [plus de 183 personnes ont été tuées et plus de 10 391 blessées](#) [xxxv](#) au cours de ces manifestations.

En juin 2018, [des chercheurs de Corporate Occupation ont trouvé une balle de IMI Systems](#) à la base militaire de Nahal Oz, près d'où les soldats tiraient sur les manifestants de la Marche du retour.

Étrangler Gaza avec des murs

Elbit est actuellement engagée dans un projet du ministère israélien de la Défense pour la construction d'une barrière extrêmement hi-tech autour de la Bande de Gaza, qui renforcera la barrière actuelle qui assiège les Gazaouis.

L'entreprise tente déjà d'augmenter ses bénéfices en capitalisant sur son expérience de l'intensification du siège israélien de Gaza. Selon Who Profits, Elbit insiste auprès du gouvernement israélien pour qu'il l'autorise à exporter le système de détection des tunnels qu'elle a développé pour l'armée israélienne [xxxvi](#).

Bateaux fantômes mortels

Les produits d'Elbit incluent [xxxvii](#) également des bateaux armés contrôlés à distance, capables de lancer des torpilles [xxxviii](#). Des pêcheurs palestiniens ont dit à des chercheurs de Corporate Occupation qu'ils avaient été attaqués par de tels bateaux sans pilote au large des côtes de Gaza.

Les bateaux sans pilote d'Elbit ont été [exposés xxxix](#) au salon aéronautique de Singapour en 2016 et ont été déployés lors d'exercices d'entraînement de l'OTAN en 2018 [xl](#). GRSE, une entreprise appartenant à l'État indien, est [partenaire xli](#) d'Elbit dans un projet de véhicules de surface sans pilote (Unmanned Surface Vehicles).

Golan syrien occupé par Israël

En 2010, des chercheurs de Corporate Watch ont découvert qu'Elbit possédait des sites dans la colonie de Bnei Yehuda, sur des terres prises à la Syrie par la force militaire en 1967. La colonie est illégale en droit international [xlii](#).

Attaques israéliennes au Soudan et en Égypte

En 2009, des drones Hermes 450 ont été utilisés pour attaquer un convoi au Soudan, qui transportait apparemment des armes destinées à Gaza [xliii](#).

Il y a de plus en plus de preuves que des drones Hermes israéliens ont été utilisés en soutien aux attaques de l'Égypte contre des groupes islamistes et anti-gouvernementaux dans le nord de la péninsule du Sinaï. En 2012, des drones Hermes 450 d'Elbit ont été impliqués dans un assassinat au nord du Sinaï [xliv](#). En 2013, un Hermes 450 a dysfonctionné alors qu'il volait « près de la frontière égyptienne ». Les militaires prétendent qu'il a été intentionnellement abattu du

côté israélien de la frontière [xlv](#). En 2017, une attaque par un drone israélien a tué une personne à Rafah [xlvi](#). En août 2018, des sources anonymes au sein de l'armée égyptienne ont déclaré au journal israélien *Haaretz* que des drones israéliens avaient mené une attaque qui avait fait cinq morts à Rafah, du côté égyptien de la frontière [xlvii](#). Il n'est pas sûr que ce soit l'équipement d'Elbit qui ait été utilisé dans ces deux dernières attaques, mais l'entreprise voit clairement la situation au Sinaï comme une opportunité pour accroître ses bénéfices. Elad Ahronson, cadre chez Elbit, a évoqué la péninsule du Sinaï, dans une interview dans la presse spécialisée à propos des produits Elbit, en 2015 [xlviii](#).

Liban, Syrie, Irak et Iran

Les drones Hermes 450 d'Elbit ont été largement utilisés pendant l'attaque israélienne sur le Liban en 2006.

En avril 2018, un drone armé israélien Hermes 450, fabriqué par Elbit, s'est écrasé au sud du Liban. Des témoins ont rapporté qu'un deuxième drone avait tiré un missile sur le missile écrasé au sol, le détruisant partiellement, vraisemblablement pour éviter qu'on puisse en extraire des informations. L'armée israélienne a affirmé dans une déclaration publique que le drone lui appartenait [xlix](#). Il a été rapporté que le drone Elbit était armé de quatre missiles Mikholit fabriqués en Israël.

L'armée israélienne a déployé des drones Hermes 900 près de la frontière israélo-syrienne [li](#). En 2017, un mini-drone Skylark fabriqué par Elbit a été abattu par des forces pro-Assad en Syrie, au-dessus de la ville de Quneitra [lii](#). Plus tôt dans l'année, une frappe effectuée par un drone israélien non-identifié avait tué un commandant de milice pro-Assad au sud de la Syrie [liii](#).

En 2014, on a rapporté qu'un drone Hermes israélien avait été abattu près de l'aéroport de Bagdad en Irak. L'armée israélienne a refusé de confirmer ou de réfuter cette information [liv](#).

Les drones d'Elbit sont aussi des éléments clé de l'espionnage mutuel auquel se livrent Israël et l'Iran. Un drone Hermes 450 Elbit a été abattu en 2014 en Iran, près d'une usine d'enrichissement d'uranium [lv](#). Cela a peut-être aidé l'Iran pour sa propre industrie du drone car il a développé des drones basés sur le Hermes [lvi](#).

Elbit affirme que son gros drone Hermes 900 StarLiner est bien adapté à des attaques de « cibles » éloignées telles que l'Iran et la Syrie [lvii](#).

Repousser les limites des « zones de conflit »

En 2018, Elbit a présenté une version du drone Hermes 900 qui lui permet de survoler l'espace aérien civil, au milieu des avions civils. « Certains clients voudraient utiliser le système pour récolter du renseignement », a déclaré le PDG d'Elbit, Bezhael Machlis. « Un autre exemple pourrait être son application à la sécurité intérieure, avec le survol d'une région pour assurer une surveillance des activités terroristes. » Au moment où nous écrivons ce rapport, des communiqués de presse indiquent que « Elbit espère recevoir l'approbation de ses produits par l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) dans les mois à venir [lviii](#) ». Bien sûr, cela peut bien n'être que du battage médiatique à fins de relations publiques. Si c'est vrai, cependant, cela pourrait signifier que les drones développés pour le siège et les attaques de Gaza pourraient être utilisés de manière courante à l'échelle mondiale par des États désirant espionner leur propre population.

Accords et partenariats d'Elbit dans le monde

Royaume-Uni

Par le biais de la compagnie française Thales [lix](#), Elbit a loué des drones Hermes 450 aux forces armées du Royaume-Uni, qui les ont utilisés en Irak et en Afghanistan de 2007 à 2014. Ces drones auraient survolé l'Afghanistan pendant au moins 86 000 heures [lx](#).

Le Royaume-Uni a aussi utilisé des drones Hermes 450 au-dessus de l'Afghanistan et déployé son nouveau drone Watchkeeper, basé sur le Hermes 450 (voir ci-dessous). Le Canada aussi a acheté des drones Skylark d'Elbit pour les utiliser en Afghanistan [lxi](#).

En 2005, le Royaume-Uni a annoncé qu'il allait acheter de nouveaux drones basés sur le modèle du Hermes 450. De ce fait, Elbit a alors constitué le partenariat U-TacS (dont il est propriétaire à 51%) avec la compagnie française Thales, pour fournir 54 drones Watchkeeper au ministère de la Défense. Bien que le Watchkeeper apparaisse comme un drone de reconnaissance, il a été présenté portant des missiles lors de plusieurs salons de l'armement. Il n'y a cependant pas de preuve que le Royaume-Uni l'ait déployé armé.

Les moteurs des Watchkeeper sont produits par l'usine de moteurs pour UAV d'Elbit à Shenstone, dans le Staffordshire (Royaume-Uni). Des soldats britanniques sont allés se former en Israël dans le cadre du programme Watchkeeper. Les essais [ont lieu depuis](#) le ParcAberporth dans les Galles de l'Ouest, et depuis Boscombe Down dans le Wiltshire [lxii](#). Cependant, durant l'hiver 2015, le ministère de la Défense a déplacé le programme Watchkeeper à la colonie britannique d'Ascension, au milieu de l'Atlantique, invoquant un meilleur climat [lxiii](#). Éviter l'attention publique pourrait également avoir joué un rôle dans cette décision.



Manifestation contre Elbit

Un drone Watchkeeper a été déployé pour la première fois en Afghanistan en 2014. Mais ce déploiement a plus servi comme discours commercial pour U-TacS qu'il n'a présenté de réel avantage opérationnel. L'armée française, potentielle acheteuse du Watchkeeper, avait été invitée à assister au vol depuis Camp Bastion, et la promotion du drone indique depuis qu'il a fait ses preuves au combat.

Cependant, en 2016, l'armée française choisit d'acheter un drone Sagem au lieu du Watchkeeper [lxiv](#). Le fait que le programme britannique du Watchkeeper ait subi de sérieux retards et échecs a sans doute joué un rôle dans cette décision, ainsi que la campagne menée par les militants de BDS en France [lxv](#).

Le Watchkeeper est aussi un peu dépassé maintenant, du fait qu'il requiert que l'opérateur soit assez proche, comparé aux drones états-uniens Predator et Reaper.

En 2018, un Watchkeeper s'est écrasé à Ceredigion, dans les Galles de l'Ouest. C'était le cinquième drone à s'écraser, jusqu'à maintenant. La population locale est inquiète pour sa sécurité et près de 30 000 livres Sterling ont été gaspillées [lxvi](#). Le programme Watchkeeper, comme une contribution surprise d'Israël au mouvement anti-guerre au Royaume-Uni, a coûté au ministère de la Défense plus d'un milliard de livres Sterling au cours des 12 dernières années, pour seulement 146 heures d'utilisation en opérations.

En réponse à une question parlementaire en 2018, le ministère de la Défense a déclaré qu'il avait reçu 45 des 54 drones Watchkeeper commandés, ce qui signifie que neuf doivent encore être livrés, cinq ans après la date de livraison. Cinq de ces 45 drones se sont écrasés pendant les essais [lxvii](#).

Tout cela n'a pas constitué une très bonne publicité pour U-TacS et Elbit. Cependant, cela ne semble pas avoir empêché Elbit d'entreprendre de nouveaux partenariats au Royaume-Uni dans le but d'obtenir plus de contrats avec le ministère de la Défense.

Peut-être pour contrer toute cette publicité négative potentielle, ainsi que les critiques des militants de BDS, Elbit s'est adjoint les services d'une agence britannique de relations publiques et de stratégie nommée [TWC Associates](#), qui a des liens avec le Parti conservateur [lxviii](#).

Depuis 2016, Elbit gère conjointement avec la compagnie états-unienne KBR une co-entreprise nommée Affinity Training. Affinity possède une [école de formation au pilotage](#) sur la base de l'armée de l'air britannique de Cranwell dans le Lincolnshire, où elle forme les pilotes britanniques en partenariat avec le ministère de la Défense [lxix](#). Le contrat d'Affinity avec le Ministère est de 500 000 livres Sterling sur 18 ans [lxx](#).

En 2017, l'entreprise a également signé un [accord](#) avec Babcock International, une multinationale britannique, pour créer une co-entreprise qui fournira un autre programme de formation au ministère de la Défense [lxxi](#). Le plan consiste à fournir des formations externalisées aux forces armées pendant une période de quinze ans [lxxii](#).

Les contrats successifs que le ministère de la Défense réalise avec Elbit sont un soutien direct au complexe militaro-industriel israélien.

Ferranti, l'une des filiales d'Elbit au Royaume-Uni, mène une campagne de relations publiques à Oldham. Elle participe à des événements au Centre Mahdlo, où les jeunes sont encouragés à venir parler avec l'entreprise des possibilités de « carrière ». Le site internet de Ferranti se vante de leur

avoir distribué gratuitement des « balles anti-stress et des bonbons ».

États-Unis et mur de la frontière mexicaine

Elbit travaille avec le département de la Sécurité intérieure depuis 2006 [lxxiii](#). En 2014, son expérience dans la fourniture d'éléments électroniques pour les Murs de l'apartheid en Cisjordanie et à Gaza lui a permis de remporter un contrat avec les États-Unis pour développer des tours de surveillance sur la frontière entre l'Arizona et le Mexique. Le cahier des charges de ce contrat de 145 000 dollars US, attribué à la filiale d'Elbit aux États-Unis, demandait qu'on puisse « être en mesure de détecter un seul adulte, marchant, de taille moyenne, à une distance de 5 miles » [lxxiv](#).



Frontière de sécurité Elbit. Photo : www.elbitsystems.com

En 2017, l'administration Trump a attribué à Elbit un contrat de travail sur l'extension du mur de frontière avec le Mexique. Le Comité national palestinien du boycott (Palestinian Boycott National Committee, BNC) a appelé à la solidarité des mouvements de base des États-Unis et du Mexique, déclarant : « Lorsque nous Palestiniens voyons comment l'escalade de la militarisation sur la frontière Mexique/États-Unis s'oppose à la liberté de circulation des migrants, nous pensons à l'intense militarisation par Israël de la Cisjordanie occupée et à quel point celle-ci restreint également la liberté de circulation des Palestiniens » [lxxv](#).

Certaines des tours sont maintenant opérationnelles. George Kesting, de Elbit Systems of America, a déclaré : « Les agents [des douanes] sont à même de ...utiliser le système de caméras pour observer en détail ce qui se passe et ceux qui se dirigent vers eux » [lxxvi](#). L'entreprise cherche maintenant de nouvelles opportunités pour exploiter le contrôle de l'État

sur les mouvements des personnes le long de la frontière [lxxvii](#).

Depuis l'acquisition d'IMI, Elbit/IMI fournit également des systèmes d'armement pour les Bradley Fighting Vehicles (BFV, véhicules militaires blindés) états-uniens [lxxviii](#).

Géorgie

La Géorgie a utilisé à son avantage des drones Hermes 450 dans son conflit avec la Russie sur l'Ossétie du Sud. La Russie a répliqué en achetant ses propres drones israéliens, fabriqués par le concurrent d'Elbit, IAI [lxxix](#).

Turquie

Le président turc Erdogan essaye de se poser en opposant au siège de Gaza par Israël, alors même qu'il opprime les Kurdes et impose lui-même une occupation et un siège à Rojava. Bien qu'elle ait annoncé des embargos militaires de courte durée, la Turquie n'a pas répondu aux appels de la société civile palestinienne à boycotter l'armement israélien. Joseph Ackermann, d'Elbit, [fanfaronnait](#) en 2011, disant que la situation politique qui opposait les deux pays n'avait eu « aucun effet » sur Elbit [lxxx](#). Campaign Against the Arms Trade (Campagne contre le marché de l'armement) rapporte qu'Elbit a des propositions d'exportation d'armes à la Turquie depuis ses usines du Royaume-Uni chaque année entre 2010 et 2015 [lxxxii](#). Il est possible que les exportations aient été faites via le Royaume-Uni pour éviter des controverses politiques entre Israël et la Turquie, qui se sont mutuellement déclaré des embargos sporadiques depuis 2010 [lxxxii](#).

Inde

En 2018, Elbit a engagé une association d'entreprise avec la

firme indienne Adani pour monter une usine de production de drones à Hyderabad [lxxxiii](#). Adani est déjà la cible d'un [mouvement de masse](#) en Australie à cause de son projet d'ouvrir une des plus grosses mines de charbon sur des terres appartenant aux peuples des premières nations. Si elle était réalisée, cette [mine](#) contribuerait de façon significative au changement climatique global et les bateaux transportant le charbon vers l'Inde détruiraient la Grande Barrière de Corail [lxxxiv](#).

Philippines

En 2014, le gouvernement des Philippines a signé un contrat de 20 millions USD (17,6 millions €) avec Elbit pour 28 véhicules blindés améliorés à livrer en 2015. Le BNC et le parti socialiste philippin Akbayan ont fait la [déclaration](#) suivante :

« Nous exhortons le Congrès à se joindre à Akbayan, au BNC et au peuple de Palestine pour appeler le gouvernement à éliminer le contrat avec Elbit Systems. La modernisation de l'armée philippine ne doit certainement pas se faire aux dépens de la vie d'innocents Palestiniens et de la paix en Palestine et Israël. Nous proposons que l'annulation de ce contrat d'armement inacceptable soit avancée dans la discussion à venir du budget du Département de la Défense Nationale [lxxxv](#).

Espagne

En 2011, Elbit a remporté un contrat de 8,5 millions USD (7,5 millions €) pour fournir à l'armée espagnole des obus de mortier sur une période de 12 mois [lxxxvi](#).

Suisse

En 2014, Armasuisse, l'agence des marchés militaires suisse, a consenti à Elbit un marché de 280 millions USD (247 millions €) pour des drones Hermes 900. Cela, après le bombardement de

Gaza par Israël en 2012, au cours duquel plus de 2 000 personnes ont été tuées par des drones plus que par aucune autre arme. Le contrat de livraison s'étend sur 5 ans jusqu'en 2020 [lxxxvii](#). Les drones suisses avaient auparavant été fournis par IAI, le concurrent d'Elbit.

Brésil

Le Brésil a utilisé des Hermes 450 et 900 de surveillance pendant la coupe du monde de 2014. Elbit a un réseau de filiales et d'usines de production dans le pays [lxxxviii](#). Mais, grâce aux efforts de militants qui ont mené des campagnes de pression sur l'ancien gouvernement du Parti des travailleurs, Elbit a eu des difficultés à agir au Brésil (voir la section résistance plus bas). En 2015, le site israélien The Marker dédié aux affaires a écrit que des « raisons politiques » avaient conduit à un gel de fait des transactions militaires avec le Brésil – une situation particulièrement néfaste pour Elbit Systems [lxxxix](#).

Cette situation semble avoir changé depuis l'élimination en 2016 de la présidente Dilma Rousseff du Parti des Travailleurs. En 2017, la filiale brésilienne d'Elbit, Arès, a signé un nouveau contrat pour la fourniture de systèmes d'armes contrôlables à distance aux forces armées brésiliennes.

Elbit et l'Union européenne

Elbit reçoit de généreuses subventions de l'Union Européenne dans le cadre du programme de recherche Horizon 2020 [xc](#). La firme a eu l'avantage d'être incluse dans cinq projets européens dans le cadre du Septième Programme Cadre pour la recherche et le développement technologique. Les Palestiniens ont [fait appel](#) à l'UE [xci](#) pour qu'elle mette fin à tous ses contrats avec Elbit et d'autres firmes d'armement israéliennes. Selon la campagne palestinienne Stop The Wall :

« La question ce n'est pas le projet lui-même mais la contribution de l'argent des contribuables de l'UE à la solvabilité de la firme. Ces projets sont de fait une subvention à la firme pour sa production de drones, d'armes et de technologie dans la construction du Mur et des colonies [xcii](#) ».

En 2017, selon The Electronic Intifada, Elbit a reçu près de 6 millions USD (5,2 millions €) d'argent des contribuables européens au titre de [Horizon 2000 et des flux de fonds de recherche](#). Des campagnes ont mis en avant que ces subventions étaient données en dépit de l'absence de garantie par Elbit que ses armes ne sont pas utilisées avec des munitions en grappe, ce que l'UE est désormais obligée de faire dans le cadre de la [Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions](#).

Elbit et les attaques sur les migrants en Europe

En 2013-2014, Elbit a été partie prenante à l'Agence des frontières européennes et des gardes-côtes, connue sous le nom de Frontex, sur la possibilité d'utilisation de ses drones Hermes 900 pour la surveillance des migrants [xcv](#). Frontex semble néanmoins favoriser maintenant des concurrents d'Elbit, les Israéliens Aerospace Industries et Leonardo.

Liens avec des universités israéliennes

Les universités israéliennes sont profondément enchevêtrées avec l'industrie d'armement israélienne. Les étudiants du Technion de Haïfa ont reçu des bourses pour accéder au laboratoire de recherche d'Elbit, tandis que le président du conseil d'administration de l'Université Hébraïque de Jérusalem est Michael Federmann, qui préside aussi le conseil d'administration d'Elbit [xcvi](#).

Elbit cherche aussi à établir de nouveaux partenariats avec des universités à l'étranger. En 2017, Elbit a annoncé de nouveaux partenariats avec l'Université Métropolitaine d'État

du Minnesota et avec l'Université Regent en Virginie [xcvii](#).

Aperçu et finances de l'entreprise

L'industrie : fabrication d'équipements militaires, de sécurité et de surveillance. Drones sans pilote, armes de terre et navales, entraînement et simulation de vol, instruments médicaux [xcviii](#).

Bourse : NASDAQ (ESLT) | TASE

Revenus/profits: en 2017, la firme a déclaré des revenus de 3,37 milliards USD (3 milliards €) et un revenu net de 239 millions USD (211 millions €) [xcix](#). [Cliquer ici](#) pour voir le dernier rapport annuel [c](#). Les revenus de la firme ont augmenté au cours des dix dernières années. Pendant cette période, l'armée israélienne a utilisé ses équipements dans trois attaques majeures sur Gaza.

Emploi : **Plus de 12 700 employés** [ci](#) (essentiellement en Israël et aux États-Unis)

Filiales [cii](#) :

Filiales israéliennes : Elop, Elisra SCD. Cyberbit, Semi-Conductor Devices (copropriété de Rafael Advanced Defense Systems) et Opgal (50%). Elbit Systems Land et C4, Elbit Security Systems, Cyclone, ELSEC, Kinetics, ITL Optronics, SCD (50%), Tor (50%).

Filiales aux États-Unis : Elbit Systems of America, Merrimack Operations (Kollsman Inc), EFW, KMC Systems, Fort Worth Operations, International Enterprises, Talladega Operations (IEI), Mclean Operations (ICI), San Antonio Operations (M7), M7 Aerospace, Real Time Laboratories, Boca Raton Operations, VSI et RCEVS.

Elbit Systems of America (ESA), qui est possédé à 100% par

Elbit, est un fournisseur du Programme de vente américaine à des armées étrangères et jouit d'un dispositif de sécurité spécial auprès du Département Américain de la Défense, qui lui permet l'accès à des données classifiées [ciii](#).

La filiale KMC de ESA est engagée dans la fabrication de matériel médical utilisé par des fournisseurs de services médicaux et ESA est engagée dans la fabrication de matériel de communication destiné à la police et aux services d'urgence.

Canada : GeoSpectrum Technologies [civ](#)

Australie : Elbit Systems of Australia

Inde : Halbit

Corée du Sud : SESA

Brésil : Ares, AEL

Filiales britanniques : UAV Engines (UEL), Ferranti Technologies, Elite KL, Instro Precision, UTacS

Autres filiales européennes : Elbit (Belgique) et Elbit (Roumanie), Telefunken RACOMs (Allemagne), Elbit (Autriche)

Adresses

En Grande-Bretagne :

Ferranti Technologies, Cairo House, Greenacres Road, Waterhead, Oldham, Lancashire, OL4 3JA, <http://www.ferranti-technologies.co.uk/>

[Voir](#) la carte interactive de la Campagne Contre le Commerce des Armes

Le site internet de Ferranti fait état de systèmes air et sol dont des [visiocasques](#) pour véhicules de combat blindés et de l'alimentation électrique pour des avions militaires [cv](#).

UAV Engines Ltd, Lynn Lane, Shenstone, Lichfield, WS14 0DT,
[Voir ici](#)

Le site de UAV Engine [affiche](#) des moteurs pour drones [cvi](#). En 2010, UAV Engines a été candidat à l'obtention de deux licences d'exportation militaire vers Israël pour des moteurs de drones. Le gouvernement du Royaume-Uni a préalablement prétendu que l'équipement fourni par cette firme « n'a été produit que pour que les moteurs soient assemblés en Israël puis exportés ». Un doute a cependant été émis sur cette annonce par de nombreux commentateurs, [dont Amnesty International cvii](#).

Elite KL, Sandy Way, Amington Industrial Estate, Tamworth, Staffordshire, B77 4DS, <http://www.elitekl.co.uk/military/>,
[Voir ici](#)

Le site d'Elite KL [présente](#) des systèmes de refroidissement militaires [cviii](#).

Instro Precision, 15 Hornet Close, Pysons Road Industrial Estate, Broadstairs, Kent, CT10 2YD, <http://www.instro.com>,
[Voir ici](#)

Le site d'Instro [présente](#) des systèmes de caméras de surveillance et l'obtention de cibles [cix](#)

Instro est sur le point de changer de locaux. La nouvelle adresse sera Discovery Park Site North East, Ramsgate Road, Sandwich, CT13 9ND. Il est prévu que cette adresse remplace finalement l'adresse de Broadstairs

Le siège d'Elbit :

Advanced Technology Center, POB 539, Haïfa 31053, Israel.

Site internet : elbitsystems.com

Propriétaires

À la fin septembre 2018, Elbit est contrôlé par la famille Federmann via Ferdemann Entreprises (à 46%). Les autres principaux investisseurs sont Psagot Investment House, FMR, Invesco, Gilder Gagnon Howe & Co, Renaissance Technologies, Altshuler Shaham, Delek Group, Vanguard Group et Deutsche Bank^{[cx](#)}.

Le Canadian Public Sector Pension Investment Board, la Bank of Montreal and la Royal Bank of Canada ont aussi des parts^{[cxi](#)}.

Deux banques de High Street, HSBC et Barclays, sont des actionnaires historiques d'Elbit. Les deux banques ont des parts au nom de leurs clients via les services de courtiers qui facilitent l'achat et la vente d'actions. Si la décision d'acheter ou de vendre revient aux clients des banques, les banques pourraient adopter la position éthique d'exclure Elbit et d'autres marchands d'armes de leurs plateformes.

En 2015, il y a eu des campagnes célébrant le fait que Barclays n'était plus sur la liste des actionnaires d'Elbit^{[cxii](#)}. Au moment d'écrire cet article, Barclays était cependant inscrit parmi les actionnaires de la firme sur le NASDAQ^{[cxiii](#)}.

HSBC a annoncé désinvestir de Elbit à la fin de 2018 (voir ci-dessous)

Voir la liste complète de ceux qui ont investi dans Elbit [ici](#).

Les produits fabriqués par Elbit :

Drones, systèmes de visualisation munis de casques, systèmes d'affichage et d'armes pour les hélicoptères Apache, systèmes de roquettes et de guidage, réservoirs de fuel pour des F-16, bateaux sans pilote, systèmes pour l'aviation civile, tourelles de contrôle à distance pour véhicules blindés améliorés, systèmes d'artillerie, systèmes de contrôle de tirs depuis des tanks, véhicules routiers de contrôle à distance,

systemes radio et satellites, systemes de barrieres électroniques, cameras a imagerie thermique, technologie de satellites pour des programmes spatiaux, systemes pour des vehicules de combat Bradley, simulateurs de vol, instruments medicaux [cxiv](#).

Fabrication : Elbit dit fabriquer la plupart de ses produits aux Etats-Unis, en Israel, en Europe, en Inde et au Bresil [cxv](#).

Transporteurs : [APL](#) & Maersk, le transporteur americain, un conglomérat de transport danois ont tous deux transporté des produits d'Elbit par le passé [cxvi](#). En 2018, [Seamax Shipping](#) basé a Dubaï, a transporté un chargement d'Elbit Israel chez Triumph Aerostructures aux Etats Unis [cxvii](#).

Drones couramment fabriqués par Elbit [cxviii](#)

Skylark I Lex mini-UAS ; Skylark II, Skylark 3, Skylark C (pour usage naval)

DA-VINCI Multi-Rotor Mini-UAS

Hermes 90

Hermes 180

Hermes 450

Hermes 900

Hermes 1500 (avec la firme israelienne Silver Arrow) [cxix](#)

Watchkeeper WK450 (au titre du partenariat avec Thalès sur U-TacS)

Bateau Seagull sans pilote

Les Hermes 450 et 900 ont été employés par l'aviation militaire israelienne pour mener des attaques. [cxx](#)

Elbit produit aussi le drone suicide Skystriker, un mélange de missile et de drone. [cxxi](#)

Pays d'exportation des drones d'Elbit [cxxii](#)

Argentine (entreprise conjointe)

Grande-Bretagne

États-Unis

Philippines

Azerbaïdjan

Botswana

Brésil

Chili

Colombie

Croatie

République tchèque

France

Canada

Uruguay

Suède

Hongrie

Macédoine

Pays-Bas

Pologne

Slovaquie

Corée du Sud

Australie

Canada

Géorgie

Italie (entreprise conjointe)

Mexique

Singapour

Afrique du Sud

Ouzbekistan

Thaïlande [cxxiii](#)

Suisse (à venir en 2019) [cxxiv](#)

Principaux partenaires industriels

Babcock (Grande-Bretagne) [cxxv](#), Thalès (France) [cxxvi](#), KBR (États-Unis) [cxxvii](#), Rockwell Collins (États-Unis) [cxxviii](#), Embraer (Brésil) [cxxix](#), Kraken (Canada) [cxxx](#), GRSE (Inde) [cxxxii](#), Boeing (États-Unis) [cxxxiii](#), Adani (Inde) [cxxxiv](#), General Dynamics (États-Unis) [cxxxv](#), Ashok Leyland (Inde) [cxxxvi](#).

Participation à des salons de l'armement

Elbit fait régulièrement son autopromotion dans des salons internationaux d'armement dont DSEI (Londres), Land Forces (Australie), MSPCO Kielce (Pologne), ADAS (Philippines), Paris Air Show (France), Farnborough Airshow (UK), Singapore Airshow (Singapour), ADEX Baku (Azerbaïdjan), BIDEK (Bahreïn),

Eurosatory (France), IDEF (Turquie)[cxxxvi](#), DefExpo (Inde)[cxxxvii](#).

Résistance

Depuis l'[appel](#) de la société civile palestinienne au boycott, au désinvestissement et aux sanctions de 2005, une campagne de désinvestissement a été menée contre Elbit. Le fonds de pension de l'État norvégien, la première banque norvégienne, Danske Bank, le fonds de pension néerlandais géant ABP, le fonds de pension suédois AP et le suédois Folksam ont tous [désinvesti](#) leurs actions[cxxxviii](#). Des experts en investissement ont dit à ceux qui mènent campagne qu'Elbit est désormais présent sur la plupart des listes noires mises au point par des bureaux de recherche sur les investissements « socialement responsables ».

Barclays est la seule banque européenne ayant pignon sur rue à apparaître sur la [liste](#) des actionnaires internationaux d'Elbit publiée par NASDAQ.com. Cela permet de penser que la plupart des banques européennes croient que le rôle de la firme dans les crimes de guerre d'Israël en fait une destination d'investissement inappropriée.

En 2011, un [appel](#) de la société civile palestinienne a réclamé un double embargo sur les ventes d'armes vers et depuis Israël et les firmes israéliennes[cxxxix](#). Des campagnes menées par des antimilitaristes ont ciblé Elbit en ligne avec cet appel et ont lancé des campagnes appelant les investisseurs à désinvestir de cette société.

La campagne a pris de l'ampleur depuis l'attaque israélienne sur Gaza en 2014. Pendant l'attaque, des militants ont occupé le toit de la filiale britannique d'Elbit à Shenstone, ce qui a entraîné la fermeture de l'usine pendant 48 heures. Une [occupation](#) similaire a eu lieu en Australie[cxl](#). Des manifestations ont toujours lieu à l'usine Elbit de Shenstone.

En réponse au massacre de 2014, des mouvements sociaux et des syndicats du Brésil ont fait pression sur le gouvernement de l'État brésilien de Rio Grande do Sul pour qu'il mette fin à un contrat de collaboration avec Elbit. Le gouvernement de l'État a finalement accepté d'annuler le contrat, au nom de préoccupations éthiques. Le plan annulé incluait un projet de construction de satellites militaires pour un montant de 17 millions USD (15 millions €)[cxli](#).

En 2016, le ministère brésilien de la défense, alors dirigé par un membre du parti communiste brésilien pro-palestinien, refusa d'approuver le financement d'une recherche sur des drones et un projet de développement avec Elbit. Elbit fut [obligé d'abandonner](#) le projet et, par la suite, de fermer Harpia Sistemas, la firme alliée à la firme brésilienne Embraer[cxlii](#).

Au Pays de Galles, des campagnes donnent lieu à des [manifestations](#) depuis des années contre l'expérimentation des drones Watchkeeper dans les Galles de l'Ouest[cxliii](#).

Des militants ont également mené une campagne intensive appelant Barclays à désinvestir d'Elbit, tenant des piquets, faisant des blocus, des occupations et des manifestations devant des agences de Barclays. Lors d'une journée d'[action](#) en novembre 2014, 15 actions ont été menées simultanément contre des agences de Barclays dans tout le Royaume-Uni. En 2015, des militants ont [fêté](#) le désinvestissement par Barclays de ses parts[cxliv](#). En 2018 cependant, Barclays figure de nouveau sur la liste des actionnaires d'Elbit sur le NASDAQ[cxlv](#).

Une campagne réussie de désinvestissement a eu lieu contre HSBC, appelant la banque à faire cesser les achats de parts d'Elbit par ses clients sur sa plateforme d'investissement. En juillet 2017, des [manifestations](#) ont eu lieu devant des agences HSBC à Brighton, Manchester et Londres, accompagnées

du slogan « la banque la plus mortelle du monde [cxlvi](#) ». Des manifestations ont également eu lieu devant l'Assemblée Générale Annuelle 2018 d'HSBC et un jour supplémentaire d'action s'est [tenu](#) devant des agences HSBC dans tout le Royaume-Uni en septembre [cxlvii](#).

Manifestation de la campagne de solidarité avec la Palestine (PSC) à Brighton

Ryvka Bernard de War On Want a dit:

« HSBC a fait un premier pas positif en désinvestissant d'Elbit Systems, le célèbre fabricant de drones, d'armes chimiques, de systèmes d'artillerie de bombes à fragmentation et d'autres technologies utilisées pour attaquer des civils palestiniens et pour militariser des murs et des frontières dans le monde. Commercer avec des firmes comme Elbit signifie profiter de la violence et de la violation des droits humains, ce qui est à la fois immoral et contradictoire avec le droit international.

« HSBC continue pourtant à faire des affaires avec plus d'une douzaine de sociétés qui vendent des équipements militaires et de la technologie utilisés dans la violation des droits humains : c'est le cas de Caterpillar, dont les bulldozers sont utilisés à la démolition de maisons et de biens appartenant à des Palestiniens ; c'est le cas aussi de BAE Systems, dont les armes sont utilisées dans les crimes de guerre d'Israël, d'Arabie Saoudite et d'autres régimes répressifs. Jusqu'à ce que HSBC mette fin à son soutien à des sociétés qui arment la répression, la campagne continuera. »

Blocages, manifestations, occupations

Le salon de l'armement DSEI bi annuel de Londres, où Elbit est un exposant régulier, est face à la résistance actuellement organisée par la [Coalition Stop au Salon de l'Armement](#). 2017 a vu la plus grosse [mobilisation](#) depuis des années, avec des

milliers de gens tentant d'empêcher les exposants de l'armement d'accéder au salon [cxlvi](#). Le prochain salon de l'armement DSEI aura lieu en septembre 2019.

La résistance s'est aussi focalisée sur Thalès, le partenaire d'Elbit dans le programme Watchkeeper. En juin 2014, une [manifestation](#) a eu lieu devant le siège de la société à Londres. En octobre 2014 une [occupation du toit](#) d'une usine Thalès de Glasgow a été conduite [cxl](#).

Des militants du Kent ont mené une action directe contre l'usine Instro Precision, par de [multiples occupations de toits et séquestrations](#)^{cl}. Des campagnes ont permis de contribuer à la [décision](#) de conseil local de refuser une candidature pour un nouveau site d'une filiale d'Elbit à l'aéroport du Kent à Manston [cli](#).

Elbit a été très prudent lorsqu'il a poursuivi des militants. En 2015, le service des poursuites de la couronne a abandonné la procédure contre neuf manifestants qui avaient occupé le toit de l'usine de moteurs UAV l'été précédent. Les prévenus avaient argumenté que leurs actions étaient justifiées par la complicité d'Elbit dans des crimes de guerre. Il fut crucial que la défense ait demandé la mise à disposition à la cour des documents sur les licences d'exportation d'Elbit.

Il semble probable que la firme ait retiré sa plainte pour éviter un contrôle public. Ewa Jasiewicz, une des prévenus, a dit qu'Elbit était maintenant "une cible prioritaire" d'actions directes destinées à faire fermer l'usine [clii](#).

Par la suite en 2015, alors que des groupes d'action pour la Palestine organisaient des manifestations sous l'égide de Bloquer l'Usine, une [injonction civile](#) a été accordée à l'usine Elbit de Shenstone par la Cour Suprême. La police a violemment tenté d'appliquer cette injonction, ce qui a conduit à 19 arrestations. Pour autant, l'injonction a été

levée lors d'une audience en octobre étant donné qu'Elbit n'avait pas réussi à fournir à la cour les documents adéquats. Un porte parole de Bloquer l'Usine a dit à ce moment-là : « Ce sont Elbit Systems et ses usines d'armement qui devraient être interdits, et non nos manifestations. La décision d'aujourd'hui renforcera encore l'énergie de notre campagne [cliii](#) ».

Depuis, il n'y a pas eu de poursuites contre des militants ayant ciblé les filiales d'Elbit au Royaume-Uni et très peu d'arrestations.

En 2017, cinq manifestants ont été [arrêtés](#) devant l'usine de Shenstone des moteurs UAV, la filiale d'Elbit, au nom de la [loi de 1992 renforcée sur les syndicats et les relations de travail](#), au motif du blocage des portes de l'usine ; les accusations furent cependant, de nouveau, [abandonnées](#) [cliv](#).

Récemment, des militants ont organisé [des journées d'action coordonnées](#), engageant des actions simultanément devant les filiales d'Elbit au Royaume-Uni, dans le Kent, à Staffordshire et à Manchester [clv](#). Certaines de ces actions ont [aussi ciblé](#) Thalès, le partenaire d'Elbit [clvi](#). Lors de l'événement le plus récent, en juin 2018, la militante Susannah Mengesha a expliqué les raisons de cette action :

« Elbit facilite le meurtre de Palestiniens à une échelle industrielle. Chaque jour où ses usines restent ouvertes aura un coût civil. On peut tracer une ligne directe depuis les process de fabrication d'usines comme Inthro Precision jusqu'aux crimes de guerre israéliens. Je me refuse à croire que la vie de gens qui vivent dans des endroits comme Gaza ont moins de valeur que la vie ailleurs. Mon cœur est ouvert aux mères de Gaza, qui ont certainement souffert davantage que la plupart des gens au cours des dernières semaines et années. Je veux leur dire que les gens ici n'acceptent pas que ces usines soient ici et que nous ferons tout notre possible pour les

arrêter [clvii](#). »

Des campagnes font aussi pression sur l'UE pour exclure Elbit et d'autres sociétés d'armement israéliennes de ses financements de recherche. War on Want, La Campagne de Solidarité avec la Palestine et d'autres organisations de base du Royaume-Uni ont été impliquées dans des campagnes de lobbying conjointement avec des militants de base.

L'action contre Elbit s'est aussi intensifiée en France. L'inclusion d'Elbit dans un processus de candidature pour la réalisation d'un nouveau drone français a semé une vague de protestations dans tout le pays et la demande d'exclusion de la firme de ce processus. Elbit a été finalement battu par un drone fabriqué par Sagem (lequel, c'est ironique, comporte des pièces d'Elbit) [clviii](#). En 2017, BDS France a [perturbé](#) le stand d'Elbit au Salon de l'Air de Paris [clix](#). De semblables manifestations contre la présence d'Elbit à ce salon se produisent chaque année. Des militants ont aussi commencé une [campagne](#) contre l'assureur AXA, l'incitant à désinvestir d'Elbit [clx](#).

Appel à accroître l'action

En 2018, Abdulrahman Abunahel, le coordinateur du comité national palestinien du BDS (le BNC) pour la bande de Gaza, a relancé l'appel pour un embargo sur les armes à double sens. Cela vient après les assassinats par Israël de manifestants palestiniens de la Grande Marche du Retour et après le pire bombardement aérien de Gaza depuis 2014. Voici ce qu'il a dit :

« L'industrie de l'armement et de la sécurité mondiale joue un rôle central dans l'aide à Israël pour le maintien de son régime militaire d'un demi-siècle sur quatre millions et demi de Palestiniens avec son siège dévastateur et illégal qui étouffe près de deux millions d'entre nous ici à Gaza, son vol

illégal de la terre palestinienne qui se poursuit et sa politique d'apartheid qui nous discrimine, nous le peuple indigène de cette terre.

« Rien que depuis le 30 mars, lorsque nous, Palestiniens de Gaza occupée, avons participé à des manifestations de masse pour simplement exprimer notre revendication de liberté et notre droit en tant que réfugiés de retourner chez nous, Israël a tué plus de 130 personnes parmi nous et a effectué des bombardements à répétition de zones densément peuplées.

« Israël teste effectivement des armes sur le terrain, sur nous Palestiniens de Gaza avant de les exporter dans d'autres pays, principalement dans le Sud global. En même temps, des gouvernements et des sociétés privées internationales d'armement et de sécurité du Nord global, fournissent des armes et de la technologie à Israël, qu'Israël a utilisé pour tuer et réprimer les Palestiniens.

« Le monde doit agir pour mettre fin à ces relations de mort et arrêter d'armer Israël. J'ai un espoir fondé sur le fait que de plus en plus de gens et d'institutions appellent à ce que prennent fin toutes les formes de coopération militaire et de sécurité avec Israël et cherchent à imposer un embargo militaire total jusqu'à ce qu'Israël mette fin à ses brutales violations des droits des Palestiniens. »

Concernant les perspectives de la campagne contre Elbit, Maren Mantovani et Jamal Jumaaf de Stop The Wall sont confiants :

« Elbit Systems, aussi gros qu'il soit, est particulièrement vulnérable à l'action militante. C'est la seule firme israélienne d'armement privée de cette taille et donc elle est plus vulnérable à des crises, à des risques de spéculation financière et de restructuration économique. Elbit Systems est fortement endetté et doit nécessairement assurer un cash flow continu au service de cette dette. Sa présence à l'échelle mondiale toujours en expansion facilite la tâche des militants

de différents pays pour s'en prendre à Elbit ou à ses filiales. De plus, la dépendance croissante de l'industrie d'armement sur le budget de l'État d'Israël pour le secourir le rend vulnérable aussi, tandis que cela accroît la vulnérabilité de l'État.

« Lorsque Bezhael Machlis, PDG d'Elbit a été interrogé récemment sur l'impact de BDS sur les opérations d'Elbit Systems, il a admis : 'Je n'essaie pas de dire que ce n'est pas une menace, mais je pense que globalement nous pouvons la gérer'. Des défenseurs des droits humains sont désormais face au défi de développer la capacité du mouvement BDS de manière qu'il fasse pression sur l'économie de guerre israélienne au point d'évoluer de l'état de menace à celui d'empêchement [clxi](#). »

Le contexte

Les champs de bataille du militarisme et de l'occupation israéliens ont constitué des tests de terrain efficaces pour de nouveaux types d'armement. L'état de guerre permanent d'Israël a assuré une place fiable sur le marché aux fabricants d'armes israéliens. Selon Drone Wars UK, des drones de surveillance ont d'abord été utilisés en Égypte en préparation de l'attaque israélienne de 1973. La première utilisation enregistrée d'un drone israélien d'aide aux avions de chasse pilotés pour bombarder des cibles a eu lieu en 1982 dans la course à l'invasion et l'occupation israéliennes du Liban.

Le Centre Al Mezan pour les droits humains dit que la première utilisation enregistrée d'un drone armé par Israël date de 2004. L'expérience accumulée pendant les années de répression militaire a fait d'Israël le plus gros exportateur au monde de la technologie des drones. Les sociétés d'armement israéliennes ont vendu des drones à plus de 50 pays.

Selon Human Rights Watch (HRW):

« Le missile envoyé d'un drone a ses propres caméras qui permettent à l'opérateur d'observer la cible à partir du moment où le tir est déclenché. Le système optique du drone comme du missile ont des caméras à infrarouge qui permettent aux opérateurs de voir des individus de nuit comme de jour. Avec ces possibilités visuelles, les opérateurs de drones auraient dû être capables de faire la différence entre des combattants et autres personnes participant aux hostilités, qui sont des cibles légitimes, et des civils, qui sont préservés des attaques, et de s'abstenir de tirer si cela ne pouvait être déterminé. Si un doute de dernière minute surgit sur une cible, l'opérateur de drone peut avoir recours au guidage à distance du missile pour détourner le missile enflammé et l'éloigner de la cible avec sa manette. »

Malgré cela, le nombre de morts (en proportion du total des morts) causées par des frappes de drones a été croissant. Lors de notre visite de 2013 à Gaza, Corporate Watch a interviewé plusieurs survivants d'attaques de drones israéliens qui n'avaient été engagés dans aucun combat auparavant d'être ciblés, tandis que la plupart de ceux qui ont été tués par des attaques de drones sont des enfants. Le Centre Al Mezan pour les droits humains de Gaza a fourni à Corporate Watch les données suivantes pour les années 2000-2012 :

Année	Nombre total de tués par les attaques israéliennes à Gaza	Nombre de gens tués par des drones israéliens à Gaza (% of total)
2000	123	0 (0%)
2001	243	0 (0%)
2002	472	0 (0%)
2003	398	0 (0%)
2004	646	2 (0.3%)
2005	99	0 (0%)

2006	534	91 (17%)
2007	281	98 (34.9%)
2008	769	172 (22.4%)
2009	1058	461 (43.6%)
2010	72	19 (26.4%)
2011	112	58 (51.8%)
2012	255	201 (78.8%)

Les frappes de drones israéliens sont lancées depuis les bases Palmachin et Tel Nof de l'armée de l'air [clxii](#).

Texte de Tom Anderson du Collectif Shoal, une coopérative d'écrivains et de chercheurs qui écrivent pour la justice sociale et pour un monde au-delà du capitalisme. [@shoalcollective](#)

Les écrits de Tom en soutien au mouvement BDS peuvent être consultés sur corporateoccupation.org. [@CorpOccupation](#)

[i](#)Bureau Van Dyck, Elbit Systems, Accessed Aug 2018.

[ii](#)<https://www.haaretz.com/israel-news/business/elbit-systems-to-buy-imi-in-major-israeli-defense-merger-1.5891233>

[iii](#)<http://www.israeldefense.co.il/en/content/elbit-systems%E2%80%99-hermes-900-uav-headed-fifth-country>

[iv](#)<https://www.jpost.com/Israel-News/Elbit-upgrades-IAFs-fleet-of-Hermes-900-drones-438803>

[v](#)<https://www.haaretz.com/israel-news/business/elbit-systems-to-buy-imi-in-major-israeli-defense-merger-1.5891233>

[vi](#)<https://www.nasdaq.com/article/israel-regulator-okays-defense-firm-elbits-bid-to-buy-imi-20180819-00027>

[vii](#)<https://www.timesofisrael.com/elbit-buys-state-owned-arms-maker-imi-for-nis-1-8-billion/>

[viii](#)<https://www.shootingillustrated.com/articles/2017/4/3/revi>

ew-imi-ammunition/

[ixhttps://www.shootingillustrated.com/articles/2017/4/3/review-imi-ammunition/](https://www.shootingillustrated.com/articles/2017/4/3/review-imi-ammunition/)

[xhttps://www.haaretz.com/israel-news/business/elbit-systems-to-buy-imi-in-major-israeli-defense-merger-1.5891233](https://www.haaretz.com/israel-news/business/elbit-systems-to-buy-imi-in-major-israeli-defense-merger-1.5891233)

[xihttp://elbitsystems.com/pr-new/elbit-systems-strengthens-its-presence-in-the-german-market-opens-office-in-berlin/?pageid=PR](http://elbitsystems.com/pr-new/elbit-systems-strengthens-its-presence-in-the-german-market-opens-office-in-berlin/?pageid=PR)

[xiihttp://corporateoccupation.org/2018/05/24/as-israeli-arms-company-elbit-expands-activists-resistance-grows/](http://corporateoccupation.org/2018/05/24/as-israeli-arms-company-elbit-expands-activists-resistance-grows/)

[xiiihttps://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cs%E2%80%9D-bds-lessons-elbit-systems-campaign](https://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cs%E2%80%9D-bds-lessons-elbit-systems-campaign)

[xivhttps://bdsmovement.net/military-embargo#news](https://bdsmovement.net/military-embargo#news)

[xvhttp://www.israeldefense.co.il/en/content/elbit-systems%E2%80%99-hermes-900-uav-headed-fifth-country](http://www.israeldefense.co.il/en/content/elbit-systems%E2%80%99-hermes-900-uav-headed-fifth-country)

[xvihttp://archive.defensenews.com/article/20140812/DEFREG04/308120026/Israeli-Forces-Praise-Elbit-UAVs-Gaza-0p](http://archive.defensenews.com/article/20140812/DEFREG04/308120026/Israeli-Forces-Praise-Elbit-UAVs-Gaza-0p)

[xviiWar on Want, Killer Drones: UK Complicity in Israel's Crimes Against the Palestinian People \(2013\), page 8.](#)

[xviiihttps://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/](https://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/)

[xixSee, for example, Life Beneath the Drones, Corporate Watch \(Therezia Cooper and Tom Anderson\), Gaza: Life beneath the drones \(2014\).](#)

[xxSee, for example, Life Beneath the Drones, Corporate Watch \(Therezia Cooper and Tom Anderson\), Gaza: Life beneath the drones \(2014\).](#)

[xxihttp://elbitsystems.com/products/uas/hermes-450/](http://elbitsystems.com/products/uas/hermes-450/) and Drone

Wars UK (M.Dobbing and C. Cole), [Israel and the Drone Wars](#), (2014), page 8

[xxii](https://theintercept.com/2016/01/28/israeli-drone-feeds-hacked-by-british-and-american-intelligence/)<https://theintercept.com/2016/01/28/israeli-drone-feeds-hacked-by-british-and-american-intelligence/>

[xxiii](https://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/)<https://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/>,
<https://theintercept.com/2016/01/28/israeli-drone-feeds-hacked-by-british-and-american-intelligence/> and
<https://www.uasvision.com/2018/04/02/hermes-450-crashes-in-lebanon/>

[xxiv](http://www.hrw.org/node/84077/section/4)<http://www.hrw.org/node/84077/section/4>

[xxv](#) Human Rights Watch, [Precisely Wrong: Gaza Civilians killed by Israeli drone-launched missiles](#) (2009)

[xxvi](http://www.defence-today.com.au/war-in-the-air-over-gaza) <http://www.defence-today.com.au/war-in-the-air-over-gaza>

[xxvii](#)

https://www.btselem.org/press_releases/20160720_fatalities_in_gaza_conflict_2014

[xxviii](#)

<https://www.stopthewall.org/sites/default/files/horizon2020%20elbit.pdf>, p11.

[xxix](#)

<https://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/>

[xxx](#)

<https://theintercept.com/2018/08/11/israel-palestine-drone-strike-operation-protective-edge/>

[xxxi](#)

<https://www.jpost.com/Israel-News/Elbit-upgrades-IAFs-fleet-of-Hermes-900-drones-438803>

[xxxii https://whoprofits.org/company/elbit-systems/](https://whoprofits.org/company/elbit-systems/)

[xxxiii](https://palestinesquare.com/2017/09/11/in-depth-thirteen-years-later-the-icj-advisory-opinion-on-the-wall/)

<https://palestinesquare.com/2017/09/11/in-depth-thirteen-years-later-the-icj-advisory-opinion-on-the-wall/>

[xxxiv Who Profits, Elbit company profile](#)

[xxxv https://pchrgaza.org/en/?p=11886](https://pchrgaza.org/en/?p=11886)

[xxxvi](https://whoprofits.org/wp-content/uploads/2018/12/Gaza-Flash-report.pdf)

<https://whoprofits.org/wp-content/uploads/2018/12/Gaza-Flash-report.pdf>

[xxxviihttp://elbitsystems.com/products/uas/unmanned-surface-vehicle/](http://elbitsystems.com/products/uas/unmanned-surface-vehicle/)

[xxxviiihttp://www.defenseworld.net/news/16454/Elbit_Systems_Launches_Torpedo_From_Seagull_Unmanned_Surface_Vessel_System](http://www.defenseworld.net/news/16454/Elbit_Systems_Launches_Torpedo_From_Seagull_Unmanned_Surface_Vessel_System)

[xxxixhttps://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8](https://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8)

[xl](http://www.defenseworld.net/news/22726/NATO_Deploys_Israeli_Unmanned_Vessel_during_Anti_submarine_Warfare_Exercise)

http://www.defenseworld.net/news/22726/NATO_Deploys_Israeli_Unmanned_Vessel_during_Anti_submarine_Warfare_Exercise

[xli https://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8](https://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8)

[xliihttps://corporateoccupation.org/2010/03/12/businesses-in-bnei-yehuda-settlement/](https://corporateoccupation.org/2010/03/12/businesses-in-bnei-yehuda-settlement/)

[xliii](https://www.militaryfactory.com/aircraft/detail.asp?aircraft_id=824)

https://www.militaryfactory.com/aircraft/detail.asp?aircraft_id=824

[xliv https://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8](https://www.youtube.com/watch?v=VGUS13eJhb8)

[xlv](https://www.timesofisrael.com/israel-intentionally-crashes-uav-after-detecting-malfunction/)

<https://www.timesofisrael.com/israel-intentionally-crashes-uav-after-detecting-malfunction/>

[xlvi](#)

<https://www.middleeastmonitor.com/20170412-israeli-drone-strikes-sinai-kills-one/>

[xlvii](#) Egyptian officials: Israeli drone strikes Sinai rocket launching, kills 5, Ha'aretz, 28/8/18

[xlviii](#)

<https://www.breakingisraelnews.com/57485/israeli-air-force-drones-get-state-of-the-art-upgrade-with-unprecedented-abilities-idf/>

[xlix](#)<https://www.uasvision.com/2018/04/02/hermes-450-crashes-in-lebanon/> and

<https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-5212565,00.html>

[l](#)

<https://southfront.org/uav-crash-in-lebanon-reveals-secret-israeli-weapon/>

[li](#) <https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-5023819,00.html>

[lii](#) <https://en.wikipedia.org/wiki/Quneitra>

[liii](#)

<https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4937620,00.html>

[liv](#)

<https://jewishbusinessnews.com/2014/08/28/fars-news-israeli-hermes-drone-crashes-in-iraq/>

[lv](#) <https://www.youtube.com/watch?v=3y2aYV6YjZ0> and <https://qz.com/255237/a-downed-israeli-drone-could-advance-irans-own-drone-program/>

[lvi](#)<https://www.upi.com/Iran-claims-breakthrough-with-Israeli-look-alike-combat-UAVs/45741381165461/> and

<https://www.upi.com/Iran-claims-breakthrough-with-Israeli-look-alike-combat-UAVs/45741381165461/>

[lvii](https://www.jpost.com/Israel-News/Elbit-upgrades-IAFs-fleet-of-Hermes-900-drones-438803) <https://www.jpost.com/Israel-News/Elbit-upgrades-IAFs-fleet-of-Hermes-900-drones-438803>

[lviii](#)

<https://www.jpost.com/Jpost-Tech/Israels-Elbit-speeds-up-race-to-fly-military-drones-in-civil-airspace-562328>

[lix](#) <https://www.afcea.org/content/?q=node/1691>

[lx](#)

<https://www.flightglobal.com/news/articles/british-army-confident-on-watchkeeper-service-entry-394925/>

[lxi](#) <https://www.defenseindustrydaily.com/canada-selects-skylark-as-its-future-miniuav-02689/>

[lxii](#)

<https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/defence/10657415/Watchkeeper-the-armys-latest-spy-in-the-sky.html>

[lxiii](#) <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2015-12-11/army-moves-watchkeeper-drone-training-to-tropics-for-winter-after-flying-problems-in-uk-weather>

[lxiv](#) <https://www.defensenews.com/home/2016/01/22/sagem-patroller-beats-out-thales-watchkeeper-in-french-army-drone-pick/>

[lxv](#) <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2015-10-02/boxed-up-barely-used-and-4-years-late-watchkeeper-the-armys-affordable-1-2bn-drone-programme>

[lxvi](#) <https://www.bbc.co.uk/news/uk-wales-mid-wales-44907078>

[lxvii](#) https://www.theregister.co.uk/2018/04/17/watchkeeper_drone_could_go_to_war/

[lxviii](#) <http://www.twcassociates.uk/#>

[lxix](#) <https://www.affinityfts.co.uk/about-us/>

[lxx](#) <https://uk.reuters.com/article/uk-elbit-systems-contract-id>

UKKCN0VB10U

[lxxi](http://elbitsystems.com/pr-new/elbit-systems-babcock-international-partner-pursue-uk-mods-asdot-programme-2/)http://elbitsystems.com/pr-new/elbit-systems-babcock-international-partner-pursue-uk-mods-asdot-programme-2/

[lxxii](http://aviationweek.com/farnborough-airshow-2018/elbit-sims-israeli-air-force)http://aviationweek.com/farnborough-airshow-2018/elbit-sims-israeli-air-force

[lxxiii](https://bdsmovement.net/news/trump-administration-hires-israeli-military-contractors-build-us-mexico-border-wall)

https://bdsmovement.net/news/trump-administration-hires-israeli-military-contractors-build-us-mexico-border-wall

[lxxiv](https://www.jpost.com/International/Elbit-to-build-surveillance-towers-on-Arizonas-border-with-Mexico-344005)https://www.jpost.com/International/Elbit-to-build-surveillance-towers-on-Arizonas-border-with-Mexico-344005

[lxxv](https://bdsmovement.net/news/trump-administration-hires-israeli-military-contractors-build-us-mexico-border-wall)

https://bdsmovement.net/news/trump-administration-hires-israeli-military-contractors-build-us-mexico-border-wall

[lxxvi](https://ktar.com/story/2365218/towers-along-arizona-mexico-border-provide-around-the-clock-surveillance/amp/?show=comments)

https://ktar.com/story/2365218/towers-along-arizona-mexico-border-provide-around-the-clock-surveillance/amp/?show=comments

[lxxvii](https://ktar.com/story/2365218/towers-along-arizona-mexico-border-provide-around-the-clock-surveillance/amp/?show=comments)

https://ktar.com/story/2365218/towers-along-arizona-mexico-border-provide-around-the-clock-surveillance/amp/?show=comments

[lxxviii](https://www.marketwatch.com/press-release/united-states-us-army-decides-to-proceed-with-the-iron-fist-light-aps-on-the-bradley-2018-12-20)

https://www.marketwatch.com/press-release/united-states-us-army-decides-to-proceed-with-the-iron-fist-light-aps-on-the-bradley-2018-12-20

[lxxix](https://www.jpost.com/Magazine/Books-Israel-and-the-sale-of-advanced-drones-to-Russia-480326)

https://www.jpost.com/Magazine/Books-Israel-and-the-sale-of-advanced-drones-to-Russia-480326

[lxxx](https://www.uasvision.com/2011/10/19/elbits-ackerman-business-as-usual-with-turkey/)

https://www.uasvision.com/2011/10/19/elbits-ackerman-business-as-usual-with-turkey/

[lxxxi](#)

<https://www.caat.org.uk/resources/mapping/organisation/5233>

[lxxxii](#)

<https://www.upi.com/Israel-cuts-arms-sales-to-Turkey/49171272298782/>

and

https://en.wikipedia.org/wiki/Israel%E2%80%93Turkey_relations#cite_note-turkey-117

[lxxxiii](#)

<https://www.calcalistech.com/ctech/articles/0,7340,L-3736125,00.html>

[lxxxiv](#)

<https://newint.org/features/2017/12/01/australia-largest-coalmine>

[lxxxv](#)

<https://bdsmovement.net/news/promote-peace-and-justice-palestine-scrap-us20m-military-deal-israeli-company-elbit-system>

[lxxxvi](#)

http://www.defencweb.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=20701:elbit-to-supply-mortars-to-spanish-army

[lxxxvii](#)

https://defense-update.com/20140606_hermes-900-switzerland.html

[lxxxviii](#)

http://www.deagel.com/news/Brazilian-Air-Force-Places-Order-for-a-Hermes-900-UAS_n000012517.aspx

[lxxxix](#)

Quoted in J. Jumaa and M Mantovani, 'The 'S' in BDS – <https://bdsmovement.net/news/%E2%80%93-bds-lessons-elbit-systems-campaign>

[xc](#)

<http://www.horizon2020publications.com/H0/files/assets/basic-html/page35.html>

[xci](http://www.stopthewall.org/stop-eu-research-funding-elbit-ai-and-other-israeli-companies) <http://www.stopthewall.org/stop-eu-research-funding-elbit-ai-and-other-israeli-companies>

[xcii](#)

<https://www.stopthewall.org/sites/default/files/horizon2020%20elbit.pdf>, p11.

[xciii](#)

<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/eu-funds-firm-supplying-israel-banned-cluster-weapons>

[xciv](#)

<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/eu-funds-firm-supplying-israel-banned-cluster-weapons>

[xcv](#)

<https://www.middleeasteye.net/news/why-europe-wont-impose-arms-embargo-israel-697912420>

[xcvi](#) Bureau Van Dyck, Orbis Database, accessed August 2018.

[xcvii](#)

<http://blog.executivebiz.com/2017/12/elbit-systems-metropolitan-state-university-team-to-establish-cyber-training-and-simulation-facility/>

[xcviii](#) <http://elbitsystems.com/corporate-overview/>

[xcix](#) Bureau Van Dyck Orbis database, accessed August 2018.

[c](#) http://elbitsystems.com/media/NIN_2017.pdf

[ci](#) Bureau Van Dyck Orbis database, accessed August 2018.

[cii](#)

<http://phx.corporate-ir.net/External.File?item=UGFyZW50SUQ9NTM20TkzfENoaWxkSUQ9MjI3Mjc3fFR5cGU9MQ==&t=1>, and Bureau Van Dyck Orbis Database, accessed 2018p15.

[ciii](#)

<http://phx.corporate-ir.net/External.File?item=UGFyZW50SUQ9NTM>

[20TkzfENoaWxkSUQ9MjI3Mjc3fFR5cGU9MQ==&t=1](#), p15.

[civ](#)

<http://www.jewishpress.com/news/global/canada/elbits-canadian-subsidiary-to-showcase-towed-reelable-active-passive-sonar/2018/05/24/>

[cv](#) <http://www.ferranti-technologies.co.uk/>

[cvi](#) <http://www.uavenginesltd.co.uk/products/>

[cvii](#)

<https://www.amnesty.org.uk/blogs/press-release-me-let-me-go/gaza-are-israels-pilotless-drones-powered-british-made-engines>

[cviii](#) <https://www.elitekl.co.uk/military-defense/>

[cix](#) <http://www.instro.com/>

[cx](#)

<https://www.nasdaq.com/symbol/eslt/institutional-holdings?page=1>

[cxii](#)<https://www.nasdaq.com/symbol/eslt/institutional-holdings?page=3> and

<https://www.nasdaq.com/symbol/eslt/institutional-holdings?page=4>

[cxiii](#)

<https://bdsmovement.net/news/barclays-bank-no-longer-listed-elbit-systems-shareholder>

[cxiiii](#)<https://www.nasdaq.com/symbol/eslt/institutional-holdings?page=5>, accessed 25th Jan 2019.

[cxiv](#) <http://elbtsystems.com/corporate-overview/> and <http://elbtsystems.com/corporate-overview/products>

[cxv](#)

<http://phx.corporate-ir.net/External.File?item=UGFyZW50SUQ9NTM>

[20TkzfENoaWxkSUQ9MjI3Mjc3fFR5cGU9MQ==&t=1](#), p 31.

[cxvi](#) Corporate Watch, Targeting Israeli Apartheid, (2011), page 69 and Import Genius – <https://www.importgenius.com/suppliers/elbit-systems-land>

[cxvii](#) <https://www.importgenius.com/suppliers/elbit-systems-ltd>

[cxviii](#) From <http://elbitsystems.com/product> and http://elbitsystems.com/media/NIN_2017.pdf, p 22-25.

[cxix](#) <https://www.globalsecurity.org/military/world/israel/hermes-450.htm>

[cxx](#) See

<https://www.middleeastmonitor.com/20160407-israeli-army-document-confirms-use-of-hermes-450-drones-in-assassinations/> and <https://dronewarsuk.files.wordpress.com/2014/01/israel-and-the-drone-wars.pdf>, p7.

[cxxi](#) <http://elbitsystems.com/products/uas/skystriker/>

[cxxii](#) See <https://dronewarsuk.files.wordpress.com/2014/01/israel-and-the-drone-wars.pdf>, p20 and https://www.militaryfactory.com/aircraft/detail.asp?aircraft_id=1044

[cxxiii](#)

<https://www.uasvision.com/2018/06/27/thailand-introduces-elbit-hermes-450/>

[cxxiv](#) <https://finance.yahoo.com/news/elbit-systems-rolls-hermes-900-120900431.html>

[cxxv](#)

<http://elbitsystems.com/pr-new/elbit-systems-babcock-international-partner-pursue-uk-mods-asdot-programme-2/>

[cxxvi](#)

<https://www.defenseindustrydaily.com/uk-gives-green-light-to-watchkeeper-uav-0909/>

[cxxvii](#)

<https://www.affinityfts.co.uk/about-us/the-shareholders/>

[cxxviii](#)

<https://www.rockwellcollins.com/Data/News/2014-Cal-Year/GS/FY14GSNR44-F35.aspx>

[cxxixhttp://phx.corporate-ir.net/External.File?item=UGFyZW50SU09NTM20TkzfENoaWxkSU09MjI3Mjc3fFR5cGU9MQ==&t=1](http://phx.corporate-ir.net/External.File?item=UGFyZW50SU09NTM20TkzfENoaWxkSU09MjI3Mjc3fFR5cGU9MQ==&t=1), p15.

[cxxxhttps://ca.finance.yahoo.com/news/kraken-supply-sonar-system-major-113000849.html](https://ca.finance.yahoo.com/news/kraken-supply-sonar-system-major-113000849.html)

[cxxxi https://www.youtube.com/watch?v=VGuS13eJhb8](https://www.youtube.com/watch?v=VGuS13eJhb8)

[cxxxii](#)

<http://boeing.mediaroom.com/2012-06-14-Boeing-Selects-Elbit-Systems-to-Provide-Low-profile-Head-up-Display-for-Fighter-Jet-Advanced-Cockpit-System>

[cxxxiii](#)

<https://www.calcalistech.com/ctech/articles/0,7340,L-3736125,00.html>

[cxxxiv](#)

<https://bdsmovement.net/news/elbit-systems-unit-general-dynamics-uav-joint-venture>

[cxxxv](#)

<https://www.army-technology.com/news/ashok-leyland-elbit-military-vehicles/>

[cxxxvi](#) Info on arms fairs from <http://elbitsystems.com/>, http://armyrecognition.com/may_2018_global_defense_security_army_news_industry/elbit_systems_of_australia_delivers_thermal_weapon_sights_to_adf.html and

<https://www.caat.org.uk/search?q=elbit>

[cxxxvii](#)

<https://www.calcalistech.com/ctech/articles/0,7340,L-3736125,00.html>

[cxxxviii](#)

https://www.stopthewall.org/sites/default/files/Elbit2014update_0.pdf

[cxxxix](#) <https://bdsmovement.net/military-embargo>

[cxl](#)

<http://livefromoccupiedpalestine.blogspot.com/2014/08/activists-lock-down-israeli-war.html>

[cxli](#)

<https://bdsmovement.net/news/elbit-systems-loses-key-brazil-deal-over-palestine-protests>

[cxlii](#)

<https://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cs%E2%80%9D-bds-lessons-elbit-systems-campaign>

[cxliii](#)

<https://dronewars.net/2010/06/28/protest-at-parc-aberporth/>

[cxliv](#)

<https://bdsmovement.net/news/barclays-bank-no-longer-listed-elbit-systems-shareholder>

[cxlv](#)

<https://www.nasdaq.com/symbol/eslt/institutional-holdings?page=5>

[cxlvi](#)

<https://electronicintifada.net/blogs/asa-winstanley/hsbc-crucial-link-oppression-palestinians>

[cxlvii](#)

<https://www.independent.co.uk/news/business/news/hsbc-agm-protests-israel-government-arms-companies-investment-war-on-want->

a8314396.html

[cxlvi](#)

<https://www.theguardian.com/world/2017/sep/11/over-100-arrested-for-blocking-firms-setting-up-stands-at-london-arms-fair>

[cxlvi](#)

<https://dronecampaignnetwork.wordpress.com/2014/09/23/breaking-news-rooftop-action-at-thales-in-glasgow/> and

http://www.youtube.com/watch?v=G2KkW_gfjLM

[cl](#) <https://blog.caat.org.uk/2015/08/13/what-is-elbit-hiding/>

[cli](#)

<https://blog.caat.org.uk/2015/10/28/stop-elbit-victory-no-arms-company-expansion-in-east-kent/>

[clii](#)

<https://electronicintifada.net/blogs/asa-winstanley/case-dropped-against-protesters-who-cost-elbit-drone-parts-factory-280000>

[cliii](#)

<https://www.ibtimes.co.uk/staffordshire-israeli-drone-maker-elbit-loses-injunction-blocking-gaza-protests-1526312>

[cliv](#)

<https://www.aljazeera.com/news/2017/08/uk-palestine-activists-face-prison-elbit-protest-170820092235141.html> and

<http://www.psc-manchester.org.uk/event/elbit-2-court-case/>

[clv](#) <https://www.youtube.com/watch?v=tC10iwCPIFw>

[clvi](#)

<https://www.brightonpsc.org/local-news-reports/protest-at-thales-arms-factory-in-crawley-as-part-of-national-action-against-israeli-arms-giant-elbit>

[clvii](#)

<https://corporateoccupation.org/2018/05/24/as-israeli-arms-com>

pany-elbit-expands-activists-resistance-grows/

[clviii](#)

<https://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cs%E2%80%9D-bds-lessons-elbit-systems-campaign>

[clix](#)

<https://www.middleeastmonitor.com/20170626-bds-france-disrupts-israels-elbit-systems-exhibition-at-paris-air-show/>

[clx](#)

<https://www.sumofus.org/media/demonstration-at-axas-annual-general-meeting-with-bds-france/>

[clxi](#)

<https://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cs%E2%80%9D-bds-lessons-elbit-systems-campaign>

[clxii](#) Rosa Luxemburg Foundation(2014).

Traduction : SF et MUV pour BDS France et l'AURDIP

Source : Corporate Watch

Interview de Shir Hever – Université d'été 2018 – Grenoble

Shir Hever est économiste, journaliste et écrivain israélien